



RA5

[revue étudiante de sociologie de l'UQAM]

automne - 2013



RA5



vol.3



n°2

Revue Aquin 5

volume 3, numéro 2, automne 2013 ◀

Fondée à l'hiver 2011, la Revue A5 est une publication étudiante du département de sociologie de l'UQAM. Chacun de ses numéros contient des travaux effectués par des étudiantes et des étudiants dans le cadre de cours de baccalauréat et de maîtrise offerts par le département. À l'image d'une publication scientifique régulière, les textes sont évalués anonymement par des pairs, soit d'autres étudiantes et étudiants du département. La revue est aussi dirigée par un comité de rédaction composé d'étudiantes et d'étudiants inscrits à la maîtrise en sociologie.

Nous vous invitons à rester à l'affût de notre prochain appel de textes. Si vous désirez vous impliquer dans les diverses instances de la Revue A5, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : revuea5@gmail.com.

Comité de rédaction

Mélanie Beauregard
Charles Carrier-Plante
Mathieu Forcier
Sabrina Paillé

Graphisme et design (couverture)

Félix Langlois

Comité de lecture

Mélanie Beauregard
Charles Carrier-Plante
Geneviève Desjardins
Émilie Drapeau
Marie-Lise Drapeau-Bisson
Mathieu Forcier
Jonathan Glendenning
Sabrina Paillé (Coordonnatrice)
Mélicca Perreault
Michel-Philippe Robitaille
Marie-Christine Savaria

La responsabilité des textes incombe seulement à leurs auteurs.

ISSN 2291-0530 (Imprimé)

ISSN 2291-0549 (En ligne)

Dépôt légal BANQ

Revue Aquin 5

Université du Québec à Montréal

Pavillon Hubert-Aquin, local A-5235

1255, rue Saint-Denis

Montréal (Québec) H2X 3R9

La critique et le renouvellement de
l’Orientalisme par les théories féministes de
l’intersectionnalité : l’apport des écrits de
Reina Lewis et de Meyda Yegenoglu / 1

CAROLINE MALLETTE

La mixité sociale en habitation : le cas du
projet Lavo / 13

SARAH PAQUET, RICHARD PERRON, HUGO
SÉGUIN-BOURGEOIS ET CHLOÉ TANGUAY

Après la crise, la longue stagnation ? / 27

CHRISTIAN PÉPIN

Un développement limité et inégal : la
diffusion du capitalisme en Europe
occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles / 49

JONATHAN VIGER

La critique et le renouvellement de l'Orientalisme par les théories féministes de l'intersectionnalité : l'apport des écrits de Reina Lewis et de Meyda Yegenoglu

Caroline Mallette

Dans le cadre du cours *Théories sociologiques contemporaines*

Avec Chiara Piazzesi, Hiver 2013

Edward Said, célèbre intellectuel palestinien, démontre dans *Orientalism* (1978) de quelle façon la représentation occidentale de l'Autre a été instituée depuis le XVIII^e siècle en tant que caractéristique de la domination culturelle de l'Ouest. Dans ce contexte, le terme Orientalisme désigne l'ensemble des institutions, champs disciplinaires et modes de pensée par lesquels les Occidentaux en seraient venus à percevoir et se représenter l'Orient dans une logique impérialiste. La publication de cet ouvrage célèbre des théories postcoloniales a soulevé, et continue de soulever depuis plus de 30 ans, autant des critiques que de l'encensement, en passant par des controverses de toutes sortes. Parmi les critiques lui ayant été adressées, notons les critiques d'ordre méthodologique liées à l'utilisation ambivalente de concepts foucaldiens par Said, notamment de la part de Dennis Porter, les critiques marxistes dont celle de Aijaz Ahmad, ainsi que les critiques féministes qui reprochent à Said son androcentrisme, sa vision homogénéisée de l'Occident ainsi que son occultation du rôle des femmes en tant que productrices du discours orientaliste.

C'est cette dernière catégorie de critiques, à savoir les critiques féministes, qui nous intéressent ici, dans la mesure où, loin de rejeter totalement la théorie de Said, elles défendent plutôt un renouvellement de celle-ci à la lumière des théories féministes de l'intersectionnalité, envers lesquelles l'engouement est actuellement remarquable. L'enjeu en ce qui a trait aux critiques féministes de l'Orientalisme consiste à articuler des théories postcoloniales et des théories féministes, deux courants de la sociologie contemporaine dotés d'ambitions et de méthodes similaires, sans que l'une prenne le dessus sur l'autre. Ainsi, il

s'agira d'abord dans ce travail de présenter la théorie de l'Orientalisme de Said afin de bien saisir sa pensée, avant d'aborder deux critiques féministes s'inscrivant au sein des théories de l'intersectionnalité lui ayant été adressées. D'abord, nous analyserons la critique proposée par Reina Lewis, notamment dans *Gendering Orientalism* (1996). Lewis propose d'étudier le rôle des femmes dans la production du discours orientaliste, rôle qui selon l'auteure serait considérablement différent de celui des hommes, dans la mesure où la position particulière des femmes dans les rapports de genre, de classe et de « race » aurait permis à celles-ci d'articuler des représentations divergentes de l'Orient. Ensuite, nous verrons la critique de Meyda Yeğenoğlu développée principalement dans *Colonial Fantasies : Towards a Feminist Reading of Orientalism* (1998), selon laquelle les représentations de la différence culturelle seraient inextricablement liées aux représentations de la différence sexuelle. Il est important de mentionner que cette reconstruction des théories à la fois de Said, Lewis et Yeğenoğlu ne se dote d'aucune prétention à l'exhaustivité, et doit plutôt être considérée comme une revue à la fois partielle et partielle de trois approches jugées intéressantes pour la sociologie contemporaine. Finalement, le travail se conclura par une réflexion quant à la pertinence de ces critiques, leur potentiel émancipatoire, ainsi que sur la possibilité de véritablement articuler sexe, « race » et classe sans hiérarchiser d'aucune façon les différents rapports de pouvoir. Cette réflexion s'appuiera principalement sur la théorisation en termes de transversalité, consubstantialité et coextensivité des rapports sociaux, effectuée par la sociologue française Danièle Kergoat.

L'Orientalisme d'Edward Said

Avant toute chose, il est important, pour la bonne compréhension de la théorie de Said, de bien saisir ce que celui-ci entend par Orientalisme, ce qui implique de distinguer trois formes d'orientalisme, toutes interdépendantes. Par Orientalisme, Said entend d'abord une tradition académique dont l'émergence se situe historiquement vers la fin du XVIII^e siècle et qui aurait permis depuis d'assembler une pile de savoirs sur l'Orient renforçant les représentations occidentales de celui-ci : « *The most readily accepted designation for Orientalism is an academic one, and indeed the label still serves in a number of academic institutions* » (Said, 1978 : 2). Or, l'Orientalisme désigne également tout un mode de pensée basé sur une distinction ontologique et épistémologique entre Orient et Occident (Ashcroft et Ahluwalia, 2001 : 55), ce que Said qualifie de « sens imaginatif » de l'Orientalisme. Le troisième sens de l'Orientalisme est, quant à lui, défini plus matériellement et historiquement que les deux autres. Il s'agit de la manière occidentale de dominer et d'avoir autorité sur l'Orient, ce qui est inextricablement lié au colonialisme (Said, 1978 : 55). Ces trois formes illustrent bien la complexité du champ de représentation Orientaliste et de quelle façon les différentes formes s'appuient les unes sur les autres et sont interdépendantes. En effet, « *the domination entailed in the third definition is reliant*

upon and justified by the textual establishment of the Orient that emerges out of the academic and imaginative definitions of Orientalism » (ibid.).

Il est également essentiel à la bonne compréhension de l'analyse de Saïd d'examiner l'Orientalisme comme un discours, au sens foucauldien du terme, à savoir un système cohérent et fortement délimité – c'est-à-dire que certaines règles non-écrites définissent ce qui peut et ne peut pas être dit au sein d'un discours – de connaissances :

Without examining orientalism as a discourse one cannot possibly understand the enormously systematic discipline by which European culture was able to manage – and even produce – the Orient politically, sociologically, militarily, ideologically, scientifically and imaginatively during the post-Enlightenment period (Saïd, 1978 : 3).

Ainsi, l'Orientalisme démontre bien la relation entre la connaissance et le pouvoir, car le discours orientaliste construit et domine les Orientaux dans le processus même d'acquisition de connaissances à leur sujet. Le discours orientaliste bénéficie, par ailleurs, d'un ensemble d'institutions, d'une autorité académique et du support de gouvernements, ce qui procure à celui-ci un statut hautement prestigieux qui transforme ni plus ni moins le discours en vérité. La connaissance de l'Orient, puisqu'elle est générée par une position de domination, a donc pour effet de créer l'Orient, l'Oriental et son monde (Saïd, 1978 : 3), à travers une objectification de ce dernier, celui-ci étant considéré comme essentiellement monolithique, statique et passif en opposition à l'Occident dynamique et doté d'une histoire (*ibid.* : 62). Bref, par le biais du discours orientaliste, l'Occident crée l'« autre » oriental et, par un processus d'opposition binaire, se construit lui-même.

Dans la première partie de son livre, Saïd présente le processus d'acquisition d'une connaissance de l'Orient par l'Occident depuis la fin du XVIII^e siècle comme procédant d'une véritable création de ce que l'on appelle l'Orient et les Orientaux par une certaine géographie imaginaire, c'est-à-dire le fait de tracer une ligne précise entre le « nous » et le « eux », l'« Occident » et l'« Orient », le « rationnel » et le « barbare » et ainsi de suite. En fondant son analyse de la géographie imaginaire sur la *Bibliothèque orientale* d'Herbelot (1697) et l'*Inferno* de Dante (XIV^e siècle), Saïd fait ressortir certains piliers de l'Orientalisme demeurés intacts à travers les époques : « *Europe is powerful and articulate ; Asia is defeated and distant. [...] It is Europe that articulates the Orient ; this articulation is the prerogative, not of a puppet master, but of a genuine creator* » (Saïd, 1978 : 57). Car, Saïd est très clair : l'essence de l'Orientalisme c'est précisément cette distinction fondamentale établie entre la supériorité Occidentale et l'infériorité Orientale. Toutefois, si les idées orientalistes ont revêtu différentes formes au cours de l'histoire, la renaissance orientale de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, qui amène une toute nouvelle conscience de l'Orient fait équivaloir cette période à la naissance de l'Orientalisme véritablement moderne. Saïd note à ce

sujet l'importance de l'invasion napoléonienne de l'Égypte en 1798 qui constituerait le modèle même d'une appropriation véritablement scientifique d'une culture par une autre considérée supérieure (Said, 1978 : 42), ce qui vint moderniser l'étendue des connaissances sur l'Orient.

Said conçoit cet Orientalisme moderne comme un théâtre, dans lequel l'Orient ainsi créé serait la scène sur laquelle l'ensemble des cultures, régions et individus de l'Est seraient confinés : « *On this stage will appear figures whose role it is to represent the larger whole from which they emanate. The Orient seems to be, not an unlimited extension beyond the familiar European world, but rather a closed field, a theatrical stage affixed to Europe* » (Said, 1978 : 63). Ainsi, l'imagerie et le vocabulaire limités du discours orientaliste ont pour rôle de représenter une entité large, l'Orient, permettant ainsi de saisir et de voir une entité autrement incroyablement diffuse (*ibid.* : 66). La scène orientaliste, donc, en viendrait selon Said à exercer une force tridimensionnelle en ce sens qu'elle s'opérerait à la fois sur l'Orient, sur l'Orientaliste ainsi que sur le « consommateur » occidental d'Orientalisme, car en tant que discours hégémonique, l'Orientalisme agit autant sur son sujet, l'Orient, que sur son producteur, l'Occident. Toujours selon Said, il ne faudrait pas sous-estimer cette force tridimensionnelle, car par celle-ci, l'Orient se voit pénalisé en raison de sa simple existence en dehors des frontières de la société européenne. C'est ce que Said implique lorsqu'il dit que « l'Orient est orientalisé », à savoir qu'un processus désignant l'Orient en tant que terre de l'orientaliste et forçant parallèlement les « consommateurs » occidentaux à accepter les codifications orientalistes en tant que vérité s'exerce : « *Truth, in short, becomes a function of learned judgment, not of the material itself, which in time seems to owe even its existence to the Orientalist* » (*ibid.* : 67).

Dans la troisième partie d'*Orientalisme*, Said se penche sur la dernière phase de l'Orientalisme, la phase actuelle, qui est caractérisée par une représentation des Arabes et des musulmans dans la culture populaire ainsi que dans les sciences sociales reprenant tous les dogmes orientalistes, et dont les États-Unis sont les producteurs les plus influents. Ainsi, l'Orientalisme actuel serait divisé en deux écoles, que Said qualifie de « dure » et « douce » qui, malgré une différence notable de ton, propagent toutes deux des versions du vieil Orientalisme, et ce, parfois dans un nouveau vocabulaire, parfois pas :

the principal dogmas of Orientalism exist in their purest form today in studies of the Arabs and Islam. Let us recapitulate them here : one is the absolute and systematic difference between the West, which is rational, developed, humane, superior, and the Orient, which is aberrant, undeveloped, inferior. Another dogma is that abstractions about the Orient [...] are always preferable to direct evidence drawn from modern Oriental realities. A third dogma is that the Orient is eternal, uniform, and incapable of defining itself [...]. A fourth dogma is that the Orient is at bottom something either to be feared [...] or to be controlled (Said, 1978 : 300-301).

Ainsi, dans les représentations populaires, notamment cinématographiques et télévisuelles, les Arabes seraient représentés comme des individus menaçants, malhonnêtes, comme des déviants sexuels ou comme des traîtres et les représentations au sein des sciences sociales véhiculeraient les mêmes polémiques anti-islamiques que celles mises de l'avant durant la Renaissance (Said, 1978 : 287).

Pour terminer cette reconstruction de la pensée de Said, il est important d'aborder la mise en garde que celui-ci propose pour les sciences sociales ainsi que la question de la résistance à l'Orientalisme. En effet, Said, qui refuse la position selon laquelle il faudrait favoriser la perspective des « *insiders* » plutôt que des « *outsiders* », ne cherche pas à remplacer un système de pensée Orientaliste par un autre, Occidentaliste. Ce que Said cherche à faire, c'est véritablement d'engendrer une prise de conscience des conséquences éthiques et politiques de l'étude de l'expérience humaine. Said demeure malgré tout optimiste pour le futur lorsqu'il affirme que « *there is some rational expectation in my own mind that Orientalism need not always be so unchallenged, intellectually, ideologically and politically as it has been* » (Said, 1978 : 326). Ainsi, la possibilité émancipatoire résiderait, selon Said, dans l'acquisition d'une nouvelle sensibilité quant à ce qui est impliqué dans la représentation, dans l'absence de critique de l'autorité et dans le rôle sociopolitique des intellectuels (Ashcroft et Ahluwalia, 2001 : 65), mais aussi dans le développement d'une conscience critique capable de remettre en cause la nature hégémonique de la culture dominante en décrivant à la fois ce qui est visible dans les textes et ce qui est caché :

The worldwide hegemony of Orientalism and all it stands for can now be challenged [...]. If this book has any future use, it will be as a modest contribution to that challenge, and as a warning : that systems of thought like Orientalism, discourses of power [...] are all too easily made, applied, and guarded (Said, 1978 : 328).

L'apport de Reina Lewis

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'œuvre d'Edward Said, qui vient d'être brièvement abordée, donna lieu à bon nombre de critiques provenant de plusieurs horizons intellectuels. Nous nous intéressons dans ce travail aux critiques féministes de l'*Orientalisme* de Said, principalement celles issues des *cultural studies*, et c'est pourquoi les écrits de Reina Lewis nous interpellent particulièrement. Toutefois, si *Gendering Orientalism* se présente d'abord comme un livre d'histoire de l'art, nous l'aborderons ici de l'angle de la théorie sociologique et nous mettrons ainsi l'accent, moins sur les éléments purement artistiques que sur le bouleversement de certains présupposés de Said que ces éléments engendrent. Reina Lewis est une historienne de l'art féministe qui enseigne à la *University of East London*. Au tout début de *Gendering Orientalism*, elle nous présente l'objet de son livre :

This is a book about a problem : a problem that crosses centuries, yet is historically specific ; a problem that crosses continents, yet tells us more about one than the others ; a problem that is embedded in the seemingly distant 'high' culture of the nineteenth century, yet whose dynamics are active in everyday life in the late twentieth century. This problem is the relationship between imperialism, women and culture (Lewis, 1996 : 1).

Elle entend donc, en bousculant les postulats de l'homogénéité et de la stabilité du regard orientaliste en se basant notamment sur les travaux peu connus de Henriette Browne, remettre en cause les inégalités aujourd'hui organisées autour des catégories de genre, « race » et ethnicité, inégalités considérées comme historiquement inscrites. En effet, elle considère qu'il est très difficile, voire impossible, de contester la naturalisation actuelle des relations de pouvoir antérieures sans reconnaître la contingence ainsi que la complexité du genre, de la « race » et de la subjectivité (Lewis, 1996 : 1).

La recherche de Lewis, en analysant des images *produites par* des femmes plutôt que des images *de* femmes, démontre que celles-ci étaient effectivement impliquées dans la production culturelle orientaliste et que les dynamiques du discours impérialiste ne pouvaient faire autrement que de structurer leur travail malgré leur opposition consciente à certaines idéologies racistes ou racialisantes. Car, l'impérialisme aurait joué un rôle dans la construction même des opportunités créatives pour les femmes européennes. « *The ways in which European women imagined and propelled themselves into the potentially transgressive position of cultural producer, and the ways in which their output and demeanour as creative professionals were assessed, relied on the differentiating terms of race, class and nation, as well as gender* » (Lewis, 1996 : 3). Cette position particulière des femmes, comme supérieures dans la division colonialiste entre Ouest et Est, mais comme inférieures dans la division genrée européenne, ainsi que leur accès différencié au discours impérialiste aurait ainsi produit un regard sur l'Orient et l'Oriental mettant de l'avant des différences moins péjoratives et moins absolues que ce qu'en laisse croire Said. Selon Lewis, l'Orientalisme tel que décrit par Said est un discours homogène formulé par un sujet colonial unifié, intentionnel et mâle. Ainsi, le genre n'apparaîtrait que comme une métaphore pour la caractérisation négative de l'autre oriental comme étant « féminin ». La croyance, qui sévit aujourd'hui autant qu'autrefois, selon laquelle les femmes n'auraient pas contribué à l'expansion impériale, est précisément ce qui, selon Lewis, aurait octroyé aux femmes leur position qui leur permet d'énoncer un discours contre-hégémonique.

Dans son entreprise, Reina Lewis nous présente brièvement plusieurs artistes féminines orientalistes, notamment Eliza Fox Bridell, Emily Mary Osborne, Sophie Anderson, Barbara Leigh Smith, Jacqueline Commère Paton et Mathilde Bonaparte, mais c'est Henriette Browne qui retient l'attention de l'auteure. Henriette Browne (1829-1901), de son pseudonyme, était une peintre orientaliste qui vivait dans une période empreinte par des idées sur le genre qui

restreignaient considérablement les possibilités en termes d'éducation pour les artistes féminines, autant que les techniques qui leur étaient possible d'utiliser, les sujets permis ainsi que les opportunités d'exposition de leurs œuvres (Lewis, 1996 : 53). Malgré tout, Henriette Browne était reconnue, particulièrement pour ses peintures de couvents et de harems, ce dernier sujet étant incontestablement un sujet orientaliste de prédilection, central au fantasme structurant le discours orientaliste de manière générale. Selon Lewis, le regard de Browne sur l'Orient aurait été à la fois conditionné par sa position de femme et d'Occidentale, ce qui lui aurait permis de remettre en question les thèses occidentales quant à l'altérité totale de l'Orient. En effet, en représentant des points de similarité entre les espaces domestiques Orientaux et Occidentaux, Browne aurait menacé l'absoluité de la différence entre les deux cultures ainsi que la supériorité présumée de l'Occident sur l'Orient (*ibid.* : 127). Car la version du harem de Browne en est une d'un espace social calme et austère, marqué par des relations sociales entre les femmes, ce qui remet en cause à la vision hégémonique du harem tel qu'exprimée dans le discours orientaliste, à savoir une prison sexuelle isolée remplie de femmes à moitié-vêtues et somnolentes (*ibid.* : 148). Bien au contraire, les femmes dépeintes par Browne sont pleinement habillées avec des vêtements ayant une utilité – non pas de simples parures ou décorations –, actives, et il n'y a aucune tension sexuelle entre elles. Ainsi, le harem de Browne en tant qu'espace social contredirait les deux thèmes les plus communs dans le fantasme orientaliste du harem, soit la sexualité et l'oisiveté, la passion et l'indolence (*ibid.* : 149). Le harem représenté comme un espace domestique respectable déstabiliserait les fantasmes de promiscuité associés aux femmes orientales par le discours orientaliste hégémonique. Toutefois, cela ne veut pas dire pour Lewis que Browne, en raison de son identité de femme, aurait « magiquement » compris les liens entre le sexisme occidental et l'exploitation de l'Orient, mais plutôt que « *the socializing act of painting for a woman in Browne's position foregrounded a positionality in relation to the harem that was necessarily less damning and eroticized than that of her male counterparts* » (*ibid.* : 162).

Bref, le travail de Reina Lewis sur le rôle des femmes dans la construction du discours orientaliste, notamment à travers l'analyse des tableaux d'Henriette Browne, démontre que « *the hegemonic knowledges about the East that Said sees as fundamental to imperialism are still there – but the emphasis now is on the fluidity essential to the maintenance of the hegemony* » (Lewis, 1996 : 237). Ainsi, l'Orientalisme ne serait en rien statique, mais plutôt en adaptation constante aux défis internes et externes lui étant adressés. Il est donc possible de concevoir la relation des femmes avec l'impérialisme et l'Orientalisme comme pouvant être autant supportrice, qu'oppositionnelle, fragmentée que contradictoire. En bref, la conscience et la reconnaissance de l'implication des femmes dans la formation

d'une culture impérialiste redéfinit l'Orientalisme comme un champ diversifié de représentations, comme un discours hétérogène et flexible.

L'apport de Meyda Yeğenoğlu

Meyda Yeğenoğlu est une sociologue qui enseigne actuellement à l'université d'Istanbul au département des *cultural studies*. Dans *Colonial Fantasies*, elle analyse l'intersection entre la critique féministe et les théories postcoloniales en centrant sa recherche sur la fascination occidentale envers la femme voilée orientale. Pour l'auteure, le voile se révèle être à la fois un lieu de fantasme, d'idéologie nationaliste et d'identité de genre. Elle démontre, à travers une analyse de la littérature de voyage et de textes anthropologiques, que le désir de pénétrer la surface voilée de « l'autre » est constitutif de l'identité coloniale hégémonique. À travers cette analyse, elle démontre ainsi comment les représentations de la différence culturelle sont inextricablement liées aux représentations de la différence sexuelle. Pour l'auteure, la figure de la femme orientale aurait ainsi joué le rôle de l'intérieur voilé de l'identité occidentale. Contrairement à Lewis, donc, qui se penche sur la représentation occidentale de l'Orient, Yeğenoğlu aborde la représentation culturelle de l'Occident à lui-même, par le détour de « l'autre ».

Yeğenoğlu considère que les études s'étant penchées sur la question du genre au sein de l'Orientalisme n'ont pas réussi à démontrer de quelle façon les différences sexuelles et culturelles sont constitutives l'une de l'autre. Elle critique d'ailleurs l'Orientalisme de Said, dans lequel ni les images de la femme ni celles de la sexualité ne sont comprises comme des éléments structurants du discours orientaliste, ceux-ci étant plutôt relégués à un sous-domaine de ce discours (Yeğenoğlu, 1998 : 25-26). En effet, Yeğenoğlu considère, bien au contraire, que la question de la sexualité ne peut et ne doit pas être traitée de façon secondaire, car celle-ci gouverne et structure la relation entre le « sujet occidental » et l'« autre ». Pour elle, donc, les représentations de l'Orient sont tout simplement entremêlées d'imageries sexuelles, de fantasmes inconscients, de rêves et de désirs ; entremêlement qui doit être placé au centre de l'analyse. Pour elle, examiner la nature sexuelle de l'Orientalisme demande ainsi un examen de la structure inconsciente de celui-ci. En effet, elle considère que les processus inconscients que sont les fantasmes et les désirs joueraient un rôle dans la relation coloniale établie avec le colonisé. Elle fonde donc son argumentaire sur la définition donnée par Said de l'Orientalisme latent, qui réfère à l'inconscient, aux désirs et aux fantasmes et qui, en relation avec l'Orientalisme manifeste, démontre comment l'Orient est, dans le discours orientaliste, à la fois un objet de connaissance et un objet de désir. Il est important de noter que l'auteure n'utilise pas les concepts de désir et de fantasme au sens de motivations psychologiques individuelles, mais bien au sens d'une construction historiquement spécifique et d'un processus collectif.

Elle se penche ainsi sur la construction du « sujet occidental » par le regard sur l'« autre » oriental. Toutefois, le « sujet occidental » ne doit pas être compris comme ayant ni une essence ni une homogénéité : « *it thus refers to a position or positioning, to a place, or placing, that is, to a specific inhabiting of a place. It refers to a process of generation, to a process of coming into being, of invention and fashioning of a place called 'Western'* » (*ibid.* : 3-4). Elle parle ainsi d'un processus d'occidentalisation, par lequel les individus en viennent à se considérer comme occidentaux via la construction historique d'un fantasme. La construction d'un sujet occidental revêt donc un caractère fictif, ce qui ne veut pas dire que celui-ci n'est pas bel et bien réel, car au contraire, « *it produces material effects by constituting the very bodies of the subjects that is subjects* » (*ibid.* :3-4).

Yeğenoğlu se penche principalement sur la politique liée au voile dans la colonisation de l'Algérie par la France. Dans ce cas, des yeux du colonisateur, la résistance algérienne était condensée dans le voile, celui-ci étant perçu comme un obstacle au contrôle visuel de l'Occident. Conquérir les femmes algériennes était donc synonyme de conquérir le territoire et toute l'Algérie. Une doctrine politique précise aurait alors été établie par la France : « *If we want to destroy the structure of Algerian society, its capacity for resistance, we must first of all conquer the women : we must go and find them behind the veil where they hide themselves and in the houses where the men keep them out of sight* » (Yeğenoğlu, 1998 : 40). Or, selon l'auteure, la femme voilée ne constituerait pas qu'un simple obstacle au contrôle visuel de l'Occident d'un point de vue militaire, elle représenterait également celle qui peut voir sans être vue et en ce sens un fantasme : « *the veil is one of those tropes through which western fantasies of penetration into the mysteries of the Orient and access to the interiority of the other are fantasmatically achieved* » (*ibid.* :39).

Le voile se présente ainsi comme un obstacle dérangeant au désir de transparence et de pénétration de l'Orient chez les Occidentaux, car il cache ce que le sujet occidental désire observer et posséder. En effet, le voile attire le regard et force à se demander, à spéculer, sur ce qui se trouve derrière celui-ci – le voile est d'ailleurs souvent représenté dans les écrits orientalistes comme une sorte de masque cachant la femme. Ainsi, par le voile, la femme orientale serait vue comme ne se soumettant pas au regard occidental et, de ce fait, perçue comme dissimulant quelque chose derrière le voile. C'est donc véritablement par le voile que la femme orientale devient une énigme, qui cache sa véritable nature et qui se présente ainsi à l'Occident d'une manière trompeuse, fausse (Yeğenoğlu, 1998 : 44). C'est ainsi que la femme voilée en serait venue, selon Yeğenoğlu, à représenter l'aspect le plus caractéristique du mystère oriental, sa quintessence, la femme voilée devenant l'équivalent de l'Orient lui-même. C'est en ce sens que Yeğenoğlu entrevoit les liens étroits entre les modes de différenciation sexuel et culturel, à savoir que :

the structural affinity between the two with respect to the display of difference establishes a chain of equivalence in which woman is the Orient, the Orient is woman ; woman like the Orient, the Orient like the woman, exists veiled ; she is nothing but the name of untruth and deception. If the Oriental is feminine and if the feminine is Oriental, we can claim that the nature of femininity and the nature of the Orient are figured as one and the same thing in these representations (Yeğenoğlu, 1998 : 56).

Cette équivalence positionne d'ailleurs le sujet occidental comme masculin, car l'autre culture est toujours comme l'autre sexe (Yeğenoğlu, 1998 : 56). En effet, en imaginant cette « essence » féminine/orientale derrière le voile comme le berceau de la vérité, le sujet occidental transforme l'Orient en un objet qui confirme sa propre identité et satisfait ainsi son besoin de se représenter lui-même à lui-même en tant que sujet connaissant, masculin et doté de raison (Yeğenoğlu, 1998 : 49).

Conclusion

Les critiques adressées à l'Orientalisme d'Edward Said par des intellectuelles féministes telles que Reina Lewis et Meyda Yeğenoğlu, portant sur l'occultation par celui-ci de la question des rapports sociaux de sexe, autant au sein de la production que de la représentation orientaliste, démontrent la nécessité et la pertinence des approches dites de l'intersectionnalité, ou plus largement les approches abordant la thématique de l'articulation des rapports de pouvoir, en sociologie contemporaine. En effet, Lewis, qui met de l'avant le caractère hétérogène du discours orientaliste, via le rôle des femmes dans la production de celui-ci, ainsi que Yeğenoğlu, qui met l'accent sur l'association entre la différence culturelle et les représentations de la différence sexuelle au sein de la représentation orientaliste, constituent deux critiques de Said qui méritent d'être considérées. Celles-ci démontrent que, si l'impact et la rigueur de l'œuvre de Said sont indéniables du point de vue de l'analyse postcoloniale, il n'en reste pas moins, que par son « oubli » de véritablement intégrer la question des femmes et de la représentation sexuelle au sein du discours Orientaliste, Said participe à la perpétuation de l'androcentrisme en sciences sociales.

Si l'on adopte le cadre conceptuel de la consubstantialité, coextensivité et transversalité des rapports sociaux, mis de l'avant par la célèbre sociologue française féministe Danièle Kergoat, une entreprise telle que celle de Said, qui ne tient pas compte de l'articulation entre les rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe serait, d'une certaine façon, contre-productive si l'on vise un changement radical au sein des dynamiques de pouvoir dans les sociétés¹. Kergoat effectue une distinction fort utile entre relation sociale et rapport social, la première désignant ce qui surgit de façon immanente entre des individus au fil de diverses rencontres et la seconde référant à une tension traversant le champ social, à la fois postérieure et antérieure à la rencontre. En

¹ Ce commentaire ne vise d'aucune façon à minimiser l'importance et la pertinence de l'œuvre de Said.

ce sens, les rapports sociaux de genre, de classe et de « race » revêteraient trois grandes caractéristiques, à savoir qu'ils seraient *coextensifs*, c'est-à-dire qu'en se déployant, ils se reproduiraient et se coproduiraient mutuellement, *consubstantiels* c'est-à-dire qu'ils formeraient un « entrecroisement dynamique », une forme de nœud, et *transversaux*, c'est-à-dire qu'ils traverseraient l'ensemble du champ du social. Elle se positionne ainsi en faux contre toute forme de hiérarchisation des rapports de domination et des luttes : « un rapport social ne peut pas être plus vivant qu'un autre ; il est ou il n'est pas » (Kergoat, 1984 : 210).

Si les approches féministes présentées plus haut ne se revendiquent pas clairement de ce cadre conceptuel, elles adoptent néanmoins une perspective que l'on pourrait qualifier d'intersectionnelle, c'est-à-dire qu'elles cherchent à analyser le point d'intersection entre les rapports colonialistes et les rapports de sexe en ce qui a trait au discours orientaliste. Or, si les deux auteures réussissent bel et bien, chacune à leur manière, à démontrer les liens entre les positionnements sexuels et culturels, la question des classes sociales, sans être nécessairement absente de l'analyse, semble néanmoins être reléguée au second rang. Pour Danièle Kergoat, l'articulation des trois principaux rapports de pouvoir (sexe, race, classe) est effectivement difficile à réaliser si l'on part d'une position théorique. Selon elle, si l'on part de la position a priori selon laquelle l'on va analyser l'articulation des trois rapports de pouvoir, l'un des trois disparaîtra nécessairement de l'analyse. C'est pourquoi elle propose de poser la réalité des pratiques sociales comme point de départ, celles-ci intégrant toujours, selon elle, la complexité de l'imbrication des rapports sociaux (Palomares et Testenoire, 2010 : 37-38) : « on n'arrive pas à articuler trois rapports sociaux si c'est posé comme un a priori, on y arrive uniquement si on part des pratiques et si on admet que les pratiques sociales sont variables dans le temps et dans l'espace » (*ibid.* : 38).

Pour conclure, il semble pertinent de réaffirmer une croyance très forte en ce que le bagage conceptuel mis de l'avant par les théories sociologiques et ainsi légué comme savoir à la communauté constitue bel et bien un outil d'émancipation. En effet, c'est la théorisation des rapports de pouvoir, telle qu'effectuée par Lewis, Yeğenoğlu, Kergoat ainsi que plusieurs autres auteures qu'il n'a pas été possible d'étudier ici, qui pose le point de départ de leur possible dépassement, au sens où celle-ci constitue non seulement une prise de conscience de ceux-ci en tant que construit social donc en tant que réalité transformable, mais également un effort réflexif fondamentalement libérateur sur les pratiques sociales structurantes de la société. Ainsi, mieux comprendre les rapports sociaux, leur structure, logique et fonctionnement, c'est faire un pas vers la potentielle transformation radicale de ceux-ci. Bref, il s'agit de placer l'utopie au centre de la démarche scientifique comme le propose Christine Delphy, car « ce n'est qu'en imaginant ce qui n'existe pas que l'on peut analyser

ce qui est », ce qui implique de « supposer – même si cela est contraire à l'évidence des sens – que cela pourrait ne pas exister » (Delphy, 1991 : 100).

Bibliographie

- Ashcroft, B. et Ahluwalia, P., 2001, *Edward Said*, Oxford et New York, Routledge Critical Thinkers, 185 p.
- Dechaufour, L., 2008, « Introduction au féminisme postcolonial », *Nouvelles Questions féministes*, Vol. 27, no 2, p. 99-109.
- Delphy, C., 1991, « Penser le genre : quels problèmes ? ». dans M.-C. Hurtig, M. Kail et H. Rouch (dir.), *Sexe et Genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, CNRS Éditions, p. 89-101.
- Kergoat, D., 1984, « Plaidoyer pour une sociologie des rapports sociaux. De l'analyse critique des catégories dominantes à la mise en place d'une nouvelle conceptualisation », dans Collectif, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, p. 207-220.
- Kergoat, D., 2009, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », dans Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, p. 111-125.
- Lewis, R. et Mills, S. (dir.), 2003, *Feminist Postcolonial Theory : A Reader*, New York, Routledge Taylor and Francis Group, 754 p.
- Lewis, R., 1996, *Gendering Orientalism : Race, Feminity and Representation*, Londres et New York, Routledge, 267 p.
- Lewis, R., 2004, *Rethinking Orientalism : Women, Travel and the Ottoman Harem*, New Brunswick, Rutgers University Press, 297 p.
- Palomares, E. et Testenoire, A. (dir.), 2010, « Prismes féministes : Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? », *L'homme et la société*, no 176-177, 290 p.
- Said, E. W., 1978, *Orientalism*, New York, Vintage Books, 394 p.
- Yeğenoğlu, M., 1998, *Colonial Fantasies : Towards a Feminist Reading of Orientalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 182 p.

La mixité sociale en habitation : le cas du projet Lavo

Sarah Paquet, Richard Perron, Hugo Séguin-Bourgeois et Chloé Tanguay

Dans le cadre des cours *Atelier de méthodologie I et II*

Avec Magali Uhl et Rachad Antonius, Automne 2012 et Hiver 2013

L'idéal de mixité sociale en habitation semble de retour en force dans plusieurs villes d'Europe et d'Amérique du Nord, et Montréal n'y fait pas exception. En effet, la Ville de Montréal a adopté, en 2005, une *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, stratégie qui s'inscrit dans la logique de promotion du concept de mixité sociale¹ mis de l'avant par l'administration municipale depuis le début des années 1990. Cette prise de position en faveur de la mixité sociale, concept défini comme le « mélange des couches sociales, reposant généralement sur la diversité des statuts d'occupation et des niveaux de prix des logements » (Dansereau, 2010 : 17), vise notamment à offrir une variété de logements répondant aux besoins de citoyens appartenant à diverses catégories de revenu ; promouvoir l'égalité des chances en évitant la ségrégation sociale et la concentration excessive de pauvreté ; et permettre aux gens dont la situation socio-économique ou familiale se modifie de demeurer dans leur milieu de vie (Ville de Montréal, 2005 : 6).

Dans les dernières années, cela a donné lieu à plusieurs projets résidentiels intégrant une mixité sociale, tels que les immeubles Benny Farm dans Notre-Dame-de-Grâce, les Lofts Impérial dans St-Henri, le projet Lavo dans Hochelaga-Maisonneuve et le tout récent Quartier 54 dans La Petite-Patrie. Plusieurs autres projets sont actuellement en chantier, notamment dans Griffintown, Hochelaga-Maisonneuve et l'arrondissement du Sud-Ouest.

Les points de vue sur la pertinence de cette forme de mixité sociale programmée divergent parfois radicalement entre les différents acteurs

¹ L'objectif de mixité sociale se traduit par une volonté que 15 % des nouvelles unités d'habitation, dans les projets de 200 logements et plus, soient des logements sociaux et qu'un autre 15 % consiste en des logements abordables d'initiatives privées (Ville de Montréal, 2005 : 15).

économiques ou sociaux touchant la question du logement et de l'urbanisme. Pour certains, la mixité sociale en habitation permet de porter une attention au logement social et de le promouvoir, tout en participant à la revitalisation des quartiers défavorisés. Pour d'autres, elle ne sert qu'à faire « avaler la pilule » de la *gentrification*² en voilant les rapports de force qui mènent à la restructuration de l'espace urbain et à l'expulsion des pauvres des quartiers centraux. Mais qu'en pensent plus particulièrement les personnes au cœur de ces nouveaux projets de mixité sociale, c'est-à-dire les résidents eux-mêmes ? Quel regard portent-ils sur leur projet de mixité sociale et sur les effets socio-économiques de celui-ci ? Notre questionnement fut principalement motivé par le désir d'aller à la rencontre des personnes expérimentant la mixité sociale au quotidien, dans un contexte où le thème des perceptions mérite d'être approfondi étant donné la relative nouveauté de ce type de projets à Montréal³ et l'accentuation de cette tendance.

Après vous avoir présenté l'objet de notre étude et la méthodologie utilisée, nous vous ferons part des résultats les plus significatifs de notre recherche, puis s'en suivra l'analyse des données. Pour cette dernière étape, trois principaux ouvrages sur la mixité sociale alimenteront notre réflexion : 1) un rapport de recherche intitulé *La mixité sociale en habitation*⁴, réalisé pour le Service de l'habitation de la Ville de Montréal par des chercheurs de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) (Dansereau *et al.*, 2002) ; 2) un mémoire de maîtrise en sociologie déposé à l'UQÀM ayant pour titre *La mixité sociale en habitation : Réappropriation de la ville ou idéologie sécuritaire de l'espace ?* (Gaudreau, 2005) ; et 3) l'article *Mixité sociale ou inclusion sociale ? Bricolages montréalais pour un jeu à acteurs multiples* paru dans la revue *Espaces et sociétés* (Germain et Rose, 2010).

1. Le projet Lavo comme objet d'étude

Afin de circonscrire notre recherche, un seul projet a été étudié, soit celui ayant pris place au début des années 2000 sur les terrains de l'ancienne usine Lavo dans Hochelaga-Maisonneuve, expérience qui inspira la Ville de Montréal dans l'élaboration de sa *Stratégie d'inclusion*. Le projet Lavo présente plusieurs caractéristiques intéressantes. D'abord, il inclut une diversité de logements, à

² Nous concevons la *gentrification* comme un mouvement de gens aisés qui, en s'installant massivement dans des quartiers défavorisés, provoquent une augmentation de la demande de logements, une hausse des coûts pour se loger et, ultimement, un exode des plus pauvres (Gaudreau, 2005 : 75-76).

³ À ce sujet, voir le cas intéressant du projet ayant émergé de l'ancien site des Ateliers Angus dans le quartier Rosemont, dont la première phase fut achevée en 1991 (Germain, Rose et Twigge-Molecey, 2010 : 149-151).

⁴ Cet ouvrage présente entre autres l'historique du concept de mixité sociale, qui remonte au XIX^e siècle avec la naissance de l'urbanisme, et des arguments qui y ont été associés au fil du temps (de type paternaliste, puis de type démocratique), aspects que nous ne pourrions aborder ici étant donné le format de cet article.

savoir un organisme sans but lucratif (OSBL) d'habitation de 41 logements (Habitations de la SHAPEM : Société d'habitation populaire de l'est de Montréal → voir A sur Illustration 1), une coopérative de 71 logements (Coopérative d'habitation Jolie-Fontaine d'Hochelaga → voir B) et 93 condos dont 68 dits abordables (N.O.V.O. : Nouvelle Vision Originale). Ensuite, il est le fruit d'un compromis entre différents acteurs économiques, politiques et communautaires du quartier. Enfin, il prend place dans l'un des quartiers les plus pauvres de Montréal, quartier qui est considéré par certains comme étant en processus de *gentrification*. À ce sujet, la réalisation du projet Lavo s'est accompagnée de travaux d'aménagement urbain à proximité, tels que le réaménagement de la Place Valois qui intègre de nouveaux commerces s'adressant à une clientèle plus aisée.

En fonction de notre question de recherche, à savoir : « Quel regard les résidents du projet Lavo portent-ils sur leur projet de mixité sociale et sur les effets socio-économiques de celui-ci? », et à la suite d'une revue de littérature sur le thème de la mixité sociale et d'une série d'observations sur le terrain, nous en sommes venus à énoncer les quatre hypothèses suivantes :



Illustration 1

Les différentes composantes du site Lavo
(Ville de Montréal, 2005 : 28)

1. Les résidents du projet Lavo considèrent avoir peu d'interactions avec les autres habitants du projet appartenant à des catégories socio-économiques différentes.
2. Les résidents du projet Lavo n'ont pas conscience du principe de mixité sociale lié au projet.
3. Les propriétaires de condos du N.O.V.O. sentent que les résidents du quartier ont une perception négative à leur égard.
4. Les perceptions des résidents quant aux impacts socio-économiques du projet Lavo sont limitées par leur méconnaissance du contexte qui avait cours avant leur arrivée.

2. La méthodologie

Dans le cadre de notre recherche, huit observations non participantes ont été effectuées au cours du mois de février 2013, au sein et à proximité du projet Lavo (espaces publics entourant le projet, alentours des bâtiments, Place Valois, etc.). L'étape suivante a consisté en la rencontre de résidents du projet. Nous avons réalisé quatre entretiens semi-directifs : deux entretiens avec deux

résidents des condos du N.O.V.O. et deux autres avec trois résidents de la coopérative, dont un couple. À la suite de démarches infructueuses visant à rejoindre les résidents des Habitations de la SHAPEM (l'OSBL), nous les avons exclus de notre recherche, choix que nous n'avons pas jugé problématique compte tenu de l'éloignement géographique de leurs logements par rapport aux condos et, par conséquent, de la plus faible probabilité d'interactions entre résidents de ces deux modes d'habitation. Les entretiens ont duré en moyenne une trentaine de minutes. Pour contacter les résidents du N.O.V.O., nous avons fait appel à la firme de gestion du syndicat des copropriétaires, via courriel. Quant aux membres de la coopérative, nous avons pu les rejoindre à l'aide du comité logement du quartier, comité au sein duquel travaille une personne de notre équipe.

Notre processus de recherche a mobilisé à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives. À partir des résultats de nos observations et de nos entretiens, nous avons construit un questionnaire afin de recueillir par sondage des données issues du plus grand nombre possible de résidents. En ce qui concerne la coopérative, nos questionnaires ont été distribués dans les boîtes aux lettres, puis de grandes enveloppes destinées à recueillir les questionnaires complétés ont été déposées près des portes principales à l'intérieur des bâtiments. Nous les avons récupérés une semaine plus tard. Ainsi, 20 questionnaires ont pu être collectés, dont 17 remplis sur les 71 distribués (soit un par ménage), correspondant à près de 25 % de résidents sondés au sein de la coopérative. Pour ce qui est du N.O.V.O, un courriel a été envoyé à ses résidents grâce à une liste de courriels du syndicat des copropriétaires qui comptait une soixante d'adresses. Notre courriel incluait un lien vers un site Internet où se trouvait notre sondage en ligne auquel 17 ménages (sur 93) ont répondu, soit presque 20 % des ménages. Notre échantillon est non-probabiliste puisqu'il est constitué de volontaires.

Par ce sondage et par les quatre entretiens préalablement réalisés, nous avons voulu évaluer les perceptions des résidents de la coopérative et du N.O.V.O. en les interrogeant sur divers aspects, notamment leurs connaissances liées à l'origine du projet ; l'image qu'ils se font des gens résidant dans un autre mode d'habitation que le leur (coopérative ou condo) ; les relations qu'ils entretiennent avec eux ; l'impact engendré par la construction de leur immeuble dans le quartier ; l'augmentation du coût de la vie depuis qu'ils habitent un logement dans le projet Lavo ; leur fréquentation de la Place Valois ; et finalement, pour les résidents du N.O.V.O. seulement, ce qu'ils croient être la perception des gens du voisinage envers les propriétaires de condos relativement récents, comme le leur.

3. Les faits saillants de la recherche

3.1 Données socio-économiques des répondants

Après l'analyse des données socio-économiques, nous pouvons affirmer que les répondants du N.O.V.O. sont plus riches, plus scolarisés et plus jeunes que ceux de la coopérative. Également, ils résident davantage seuls et habitent le quartier Hochelaga-Maisonneuve depuis moins longtemps. Le tableau 1 reproduit les données les plus significatives.

Tableau 1
Données socio-économiques des répondants

	Revenu par ménage de 50 000 \$ ou plus	Titulaire d'un diplôme univ.	Principaux groupes d'âge			Situation familiale			Depuis plus de 10 ans dans le quartier
			25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	Seul(e)	Couple	Famille	
Coop	23,5 %	35 %	18 %	23,5 %	29 %	12 %	6 %	65 % ⁵	35 %
N.O.V.O.	88 %	65 %	59 %	23,5 %	6 %	65 %	29 %	6 %	0 %

3.2 Conscience du projet de mixité sociale

Pour évaluer la conscience du projet, nous demandions aux répondants de décrire le projet Lavo (s'ils connaissaient le terme). Nous jugions que les personnes avaient conscience du projet quand il y avait une référence à l'idée de mixité sociale / mixité des types d'habitation. Ainsi, 53 % des répondants de la coopérative ont relativement conscience du projet, alors qu'ils sont 41 % au N.O.V.O. Les résidents de la coopérative qui ont été interviewés (Hélène et le couple Carmen et Bertrand⁶) étaient conscients du projet. Il faut préciser qu'Hélène occupe le poste de secrétaire du conseil d'administration de la coopérative et que Carmen et Bertrand ont participé à sa fondation. Toutefois, ces trois personnes ne savaient pas que leur coopérative et l'OSBL d'habitation s'inscrivaient dans un projet plus large qui incluait également des condos. Quant aux deux résidents du N.O.V.O., ils n'avaient pas conscience du projet. Étienne connaissait la coopérative, mais non le caractère planifié du projet. De son côté, Marie croyait que les logements de la coopérative étaient des condos.

⁵ Ce pourcentage inclut 18 % de familles monoparentales.

⁶ Les prénoms des répondants sont fictifs afin de préserver leur anonymat.

Par ailleurs, à partir des résultats de nos observations sur le terrain, nous avons noté qu’aucun élément architectural ne fait de lien entre les trois composantes du projet. Seuls l’OSBL d’habitation et la coopérative partagent une architecture, des couleurs et des matériaux très similaires, voire identiques. Les trois composantes du projet se répartissent sur trois pâtés de maisons séparés par les rues Chambly et Joliette. L’OSBL d’habitation est situé complètement à l’opposé des condos du N.O.V.O., au sein de quatre bâtiments séparés entre eux par d’autres immeubles à logements, de telle sorte que l’OSBL semble presque exclu du projet (voir Illustration 1).

3.3 Interactions avec des résidents au sein d’un autre mode d’habitation (Coop ou condo)

Seulement 12 % des répondants de la coopérative ont déjà rencontré des résidents du N.O.V.O. De même, seulement 12 % des répondants du N.O.V.O. ont déjà rencontré des résidents de la coopérative. Quant aux cinq personnes interviewées, elles n’ont jamais eu d’interactions avec des résidents d’un autre mode d’habitation que le leur (Coop ou condo) au sein du projet Lavo.

3.4 Perceptions envers les résidents au sein d’un autre mode d’habitation (Coop ou condo)

Les commentaires des répondants lorsqu’ils décrivent les résidents d’un autre mode d’habitation que le leur se déclinent de la manière indiquée dans le tableau 2.

Tableau 2 :
Perceptions envers les résidents au sein d’un autre mode d’habitation (Coop ou condo)

	Positif	Neutre	Négatif	Jamais vu	Ne sait pas	Pas répondu
Coop envers N.O.V.O.	6 %	6 %	6 %	18 %	35 %	29 %
N.O.V.O. envers Coop	0 %	35 %	18 %	0 %	29 %	18 %

Exemples de commentaires (Coop envers N.O.V.O.) : – Positif : « Des gens respectables. Pour un condo, c’est d’avoir les moyens » – Neutre : « Indépendants qui ne se mélangent pas à nous » – Négatif : « Je soupçonne que les gens irrespectueux qui font chier leurs chiens sur notre terrain sont des occupants du N.O.V.O. ».

Pour Hélène (Coop) : « C’est des gens qui ont plus de moyens que nous, c’est sûr. Mais, c’est pas la haute bourgeoisie que je sens au Plateau par exemple. Ça me semble quand même un peu plus modeste. En général, c’est des gens assez tranquilles. Je vois quelques familles de jeunes enfants aussi. Je sais pas si c’est des condos, mais je les vois à la Place Valois, à la boulangerie, tout ça. Mais ça reste familial, ça, je trouve ça l’fun ».

Exemples de commentaires (N.O.V.O. envers Coop) – Neutres : « Des familles à revenu modique, immigrants » / « Éclectiques » / « Il s’agit de

locataires comme les autres » / « Comme tous les habitants du quartier en général. De tous les genres » / « Semblables aux autres » – Négatif : « Gens plus pauvre, souvent chez eux, un peu négligent (balcons encombrés de débris), beaucoup de fumeurs ».

Marie (N.O.V.O.) croit que les résidents de la coopérative sont moins nantis. Son jugement se base sur l'apparence du bâtiment (semble moins bien construit et plutôt standard), le contenu des balcons (présence de pneus et de meubles non utilisés) et la présence d'immigrants (qu'elle relie à la pauvreté).

3.5 Comment les répondants du N.O.V.O. pensent être perçus par le voisinage

Le tableau 3 fait référence à la manière dont les répondants du N.O.V.O. pensent être perçus par le voisinage. Les commentaires des répondants qui croient l'être de manière exclusivement négative se rapportent presque tous aux graffitis *anti-gentrification* qui sont faits sur les murs du N.O.V.O. Les répondants qui ont à la fois des commentaires positifs et négatifs (graffitis) qualifient les perceptions positives à leur égard en faisant référence aux employés des commerces environnants et aux autres propriétaires de condos dans le voisinage.

Tableau 3

Comment les répondants du N.O.V.O. pensent être perçus par le voisinage

	Positif	Négatif	Positif + Négatif	Neutre	Pas répondu
N.O.V.O.	0 %	52 %	18 %	12 %	18 %

Exemples de commentaires – Négatifs : « Certains doivent trouver cela négatif (peur de l'embourgeoisement). Je me base sur les graffitis haineux qui sont faits sur les bâtiments du N.O.V.O. » / « Plusieurs manifestations ont été organisées pour dénoncer l'augmentation du nombre de nouveaux condos. Par ailleurs, nos murs sont souvent la cible de "tagger" » / « Certains nous voient comme des personnes riches (graffiti GO BACK TO WESTMOUNT bande de YOUPPIE) » / « Les gens ne sont pas heureux et ils nous perçoivent comme des riches venus leur voler leur quartier et selon eux les condos prennent la place de logements sociaux alors nous ne sommes clairement pas les bienvenus. Ceci est basé sur des actes de vandalisme commis régulièrement sur notre propriété ».

3.6 Augmentation du coût de la vie

Depuis leur arrivée dans la coopérative, 71 % des répondants constatent une augmentation du coût de la vie, alors que 29 % des répondants du N.O.V.O. constatent la même chose. Dans chaque cas, 12 % d'entre eux attribuent cette

hausse à la *gentrification*⁷. Les autres l'attribuent à la nourriture, l'électricité, les taxes, l'essence, l'inflation et crise économique.

Pour Étienne (N.O.V.O.) : « Les Cabotins et In Vivo sont des restaurants qui sont encore abordables, mais qui paraissent un petit peu plus cher que ce que le quartier pourrait proposer. Donc oui, ça s'embourgeoise quand même. Le Valois est assez cher quand même. Même ArHoma est très très cher d'un point de vue prix. [...] Les épiceries sont très bon marché, ça, y'a aucun problème. Les fruiteries sont très bon marché, c'est excellent. »

3.7 Impact de la construction de la coopérative et du N.O.V.O. dans le quartier

Le tableau 4 reflète la perception des répondants liée à l'impact de la construction de la coopérative et du N.O.V.O. dans le quartier. La réponse des répondants tient compte exclusivement de leur mode d'habitation, et non celui de l'autre groupe.

Tableau 4

Impact de la construction de la coopérative et du N.O.V.O. dans le quartier

	Positif	Négatif	Ne sait pas
Coop	35 %	18 %	47 %
N.O.V.O.	59 %	18 %	23 %

Exemples de commentaires (Coop) – Positifs : « Le quartier rajeunit et est de plus en plus sécuritaire » / Ce mixte a éloigné les malfrats "Pusher", piquerie, etc... avons également meilleur réputation dans Hochelaga » / « Le paysage a changé et le quartier est "fréquentable" » / « Une proximité de vie commune avec différentes ethnies » / « Permettre à des familles moins nanties d'avoir un logement adéquat, peu dispendieux, sécuritaire, dans un quartier où ils ont grandi ».

Carmen et Bertrand (Coop) font référence à la tranquillité, à la sécurité (moins de prostitution) et au fait que la présence de la coopérative leur permette de rester dans le quartier.

Exemples de commentaires (N.O.V.O.) : « Je pense que le N.O.V.O. et d'autres projets de condos sont un puissant incitatif à la revitalisation du quartier » / « Plus de variété dans les commerces et ceux qui sont dans le quartier depuis longtemps se sont améliorés dans leur apparence, les produits offerts » / « Embellissement des rues (arbres, plantes sur la rue, boîtes à fleurs) » / « Plus de gens propriétaires dans le quartier donc gens plus soucieux de leur environnement » / « Modernisation » / « Beaucoup de graffitis contre

⁷ Nous ne pouvons certifier que la définition de la *gentrification* formulée en début d'article correspond précisément au sens qu'ont voulu lui donner les répondants lorsqu'ils utilisaient ce terme dans leurs réponses.

les proprios de condos, mais aussi arrivée de nouveaux commerces » / « Gentrification inévitable ».

Pour Étienne (N.O.V.O.) : « Tout ce qui est condo fait forcément des impacts, c'est que ça fait monter les prix des magasins et des restos, c'est évident ».

3.8 Fréquentation de la Place Valois

La grande majorité des répondants fréquente la Place Valois à proximité du projet Lavo. Le tableau 5 présente les taux de fréquentation et regroupe les réponses des répondants selon la raison pour laquelle ils fréquentent cet endroit, soit pour sa fonction communautaire, c'est-à-dire pour les rencontres et les activités qui s'y tiennent, soit pour les commerces, ou encore les deux.

Tableau 5
Fréquentation de la Place Valois

	Fréquentation	Raison de la fréquentation		
		Communautaire	Commerces	Les deux
Coop	82 %	53 %	29 %	0 %
N.O.V.O.	76 %	29 %	23,5 %	23,5 %

Pour Marie (N.O.V.O.) : « C'est un beau lieu communautaire. C'est un beau lieu de rencontres, je trouve, surtout qu'ils font des activités. C'est l'été à Montréal où les gens sortent de chez eux pis ils se font des bonjours pis des sourires. Ça se passe là ».

4. L'analyse des données

Comme il nous est impossible de savoir si notre échantillon est représentatif de l'ensemble des résidents de la coopérative et du N.O.V.O., nous ne pouvons affirmer détenir l'ensemble des perceptions et tirer des conclusions générales à cet égard. Tout de même, certaines tendances ressortent clairement de nos résultats de sorte qu'il nous semble permis de proposer quelques pistes d'analyse en nous appuyant sur les ouvrages mentionnés en début d'article.

4.1 Proximité spatiale, mais distance sociale

À la suite d'une recension d'études ayant porté sur des projets de mixité sociale programmée en France, à Chicago, à Vancouver et à Montréal, les chercheurs de l'INRS ont pu identifier un certain nombre de facteurs⁸ susceptibles de

⁸ Ces facteurs sont : 1) une certaine homogénéité sociale à l'échelle de chaque bâtiment en fonction du statut d'occupation ; 2) la préservation de l'intimité des ménages par l'absence de dispositifs susceptibles d'être perçus comme de la socialisation forcée ; 3) l'uniformité architecturale afin qu'aucune distinction statutaire ne puisse être visible ; et 4) une clarté dans la démarcation des espaces publics et semi-publics (parcs, allées, cours, etc.) afin d'éviter des conflits potentiels quant à leur usage.

favoriser la réussite d'une opération de mixité sociale programmée, réussite qu'ils définissent comme la cohabitation pacifique entre résidents. Ces expériences montrent qu'au-delà de ce critère, il est illusoire de croire à l'établissement d'un « dialogue entre les couches sociales », à un « enrichissement mutuel » ou encore au « développement d'un sentiment communautaire entre voisins », la proximité spatiale de groupes socialement différenciés n'ayant pas eu pour effet de réduire leur distance sociale (Dansereau *et al.*, 2002 : 71-72). À la lumière de nos résultats, nous pouvons penser que la cohabitation entre les résidents des condos et ceux de la coopérative est pacifique dans la mesure où, d'une part, il semble y avoir très peu d'interactions entre eux, et d'autre part, leurs perceptions réciproques (du moins celles des répondants) sont majoritairement neutres ou inexistantes. Cela vient donc confirmer notre première hypothèse : « Les résidents du projet Lavo considèrent avoir peu d'interactions avec les autres habitants du projet appartenant à des catégories socio-économiques différentes ».

Par ailleurs, notre entrevue avec Hélène (Coop) démontrait une perception de la création de deux mondes distincts à travers, par exemple, les commerces du quartier qui s'adressent soit aux nouveaux arrivants des condos, soit aux résidents de longue date du quartier. Nos données sur la fréquentation de la Place Valois sont également révélatrices d'une plus grande tendance chez les répondants du N.O.V.O. à profiter de la présence des commerces autour de cette place publique. Quelques répondants soulignaient d'ailleurs l'effet de leur établissement dans le quartier par l'arrivée de nouveaux commerces.

4.2 *La mixité sociale : un compromis plus qu'un objectif*

Le fait que plus de la moitié des répondants n'ait pas conscience de l'existence d'un projet d'ensemble qui englobe leur mode d'habitation va dans le sens de notre deuxième hypothèse : « Les résidents du projet Lavo n'ont pas conscience du principe de mixité sociale lié au projet ». Ce constat rejoint l'idée de projets de mixité sociale qui résultent de « bricolages » issus de compromis, telle que mise de l'avant par Germain, Rose et Twigge-Molecey (2010). Selon ces auteures, les projets immobiliers qui visent une certaine mixité sociale dans le contexte montréalais se concentrent essentiellement sur la mixité du « statut d'occupation », c'est-à-dire du type de logement habité qui découle, normalement, du statut socio-économique du résident. Ces projets constitueraient un « bricolage » entre différents types d'habitations dont la composition traduirait largement le rapport de force opposant l'intérêt des promoteurs immobiliers à la pression des groupes communautaires en faveur du logement social. Ce passage de la notion de mixité sociale à une logique d'inclusion de logements sociaux s'explique par le fait que « le marché de la construction résidentielle ayant été pendant longtemps anémique à Montréal, la municipalité estime qu'elle ne peut se permettre de décourager les promoteurs

immobiliers par des mesures par trop coercitives » (Germain, Rose et Twigge-Molecey, 2010 : 154-155). Le pouvoir de persuasion des groupes communautaires prend donc une place centrale dans la *Stratégie d'inclusion*, concluent ces auteures. Comme en témoignent nos entrevues avec des locataires de la coopérative, la présence d'autant de logements sociaux dans le projet Lavo est le fruit d'une mobilisation de citoyens et de groupes communautaires qui réclamaient du logement social.

Dans le même sens, Dansereau *et al.* identifient deux grandes faiblesses du zonage d'inclusion de la Ville de Montréal : « sa très forte dépendance vis-à-vis du contexte économique et son incapacité à satisfaire les besoins en logement des ménages les plus pauvres, tout du moins en l'absence d'une aide publique supplémentaire conséquente » (2002 : 95). La contrainte budgétaire des gouvernements est donc un élément déterminant du contexte de mise en œuvre de projets de mixité sociale en habitation. En effet :

[Elle] réduit les possibilités de production de logement social par le secteur public et impose le recours au privé, et la seule manière rentable pour un promoteur privé de produire du logement social est de l'inclure dans un projet plus vaste comprenant des unités au prix du marché. En résulte une situation de mixité sociale qui n'était pas forcément le premier objectif du projet (Dansereau *et al.*, 2002 : 85).

Ainsi, nous considérons qu'il est impossible de parler du « projet Lavo » comme d'une réelle volonté d'arriver à une forme de mixité sociale. Nous avons nous-mêmes senti à plusieurs reprises que nous nous imposions un concept qui avait du sens davantage dans l'esprit des chercheurs que des répondants.

4.3 Des graffitis qui parlent

Nos résultats démontrent clairement que la majorité des répondants du N.O.V.O. considère être perçue de manière négative par certains résidents du voisinage. Ils font entre autres référence aux graffitis qui sont effectués sur les murs du N.O.V.O. ; au sentiment d'invasion ressentie, selon eux, par des résidents de longue date ; et aux conséquences de la *gentrification*. Ces résultats confirment notre troisième hypothèse : « Les propriétaires de condos du N.O.V.O. sentent que les résidents du quartier ont une perception négative à leur égard », tout en précisant qu'on ne fait pas ici référence à tous les résidents, mais à une partie d'entre eux. Cette vision contraste avec le fait que la majorité des répondants du N.O.V.O. considère positif ou neutre l'impact de la construction de leurs condos dans le quartier. À ce sujet, la question de la « revitalisation du quartier » revient plusieurs fois dans les réponses recueillies.

Par ailleurs, ce que les répondants du N.O.V.O. pensent être la perception des gens du voisinage par rapport à eux tranche avec les perceptions majoritairement inexistantes de la part des répondants de la coopérative à leur égard. Ajouté à cette observation le résultat selon lequel seulement 12 % des

répondants de la coopérative attribuent une augmentation du coût de la vie à la *gentrification*, cela nous amène à soulever la question suivante : La quasi-absence de résistance ou de critiques de la part des répondants de la coopérative serait-elle le symptôme de la légitimation de la *gentrification* du quartier via leur projet de mixité sociale ? De l'avis de Louis Gaudreau (2005), les projets résidentiels de mixité sociale participent d'une idéologie qui légitime la *gentrification* des quartiers populaires en ne tenant pas compte de la dynamique des rapports sociaux dans l'appropriation et l'affectation des espaces urbains. Selon lui, la mixité sociale est devenue un discours qui voile les causes réelles de l'accès inégal au logement. Elle contribue à reproduire « l'illusion urbanistique » telle que décrite par le sociologue Henri Lefebvre, faisant entre autres référence au fétichisme de l'espace qui considère que tout espace peut être remodelé afin que la bonne chose puisse être au bon endroit.

Ce fétichisme se trouve véhiculé par la notion de mixité sociale dans la mesure où cette dernière propose d'intervenir techniquement sur des secteurs à forte concentration de pauvreté en supposant que l'espace peut être remodelé de façon à éliminer les problématiques sociales qui y prédominent. Ainsi, la pauvreté et l'exclusion des classes populaires proviendraient d'un problème d'aménagement urbain dont la solution résiderait dans une plus grande hétérogénéité des types d'habitations (Gaudreau, 2005 : 94).

Pour notre part, bien que nous n'écartions pas la possibilité que le discours faisant la promotion de la mixité sociale détourne les regards des dangers de l'expulsion des pauvres de leur quartier des suites d'un processus de *gentrification*, les résultats obtenus dans cette recherche ne vont pas dans le sens de cette hypothèse. Nous constatons plutôt que l'inclusion de logements sociaux au sein du projet Lavo a produit un effet bénéfique sur les conditions de vie de plusieurs résidents, comme l'attestent les commentaires des répondants de la coopérative. Cela nous amène d'ailleurs à invalider notre quatrième hypothèse : « Les perceptions des résidents quant aux impacts socio-économiques du projet Lavo sont limitées par leur méconnaissance du contexte qui avait cours avant leur arrivée ». En effet, une majorité de répondants de la coopérative et du N.O.V.O. a pu identifier des retombées liées au projet Lavo, retombées qui, somme toute, se révèlent être plus positives que négatives.

5. Conclusion

Bien qu'exploratoire, notre recherche nous a permis d'aller au-delà de l'idéal de mixité sociale véhiculée notamment par le discours politique. Parmi les constats qui ressortent des réponses recueillies auprès des répondants du projet Lavo, nous retenons surtout que : d'une part, sans pour autant être source de relations conflictuelles ou de perceptions majoritairement négatives à l'égard des résidents d'un autre mode d'habitation, ce projet de mixité sociale ne semble pas avoir suscité de rapprochement entre groupes socialement différenciés, ni développé chez la plupart des répondants la conscience d'un

projet d'ensemble qui englobe leur mode d'habitation ; d'autre part, les répondants de la coopérative ne manifestent presque aucune résistance ou critique à l'endroit des propriétaires de condos du N.O.V.O., ou en ce qui a trait aux risques associés à la *gentrification* du quartier, alors que les répondants du N.O.V.O. sont d'avis que certains résidents du voisinage ont une perception clairement négative à leur égard, jugement qui se base principalement sur les graffitis qui sont faits sur les murs de leur immeuble. Ce dernier résultat met en évidence, selon nous, la pertinence d'approfondir le thème des perceptions en lien avec la *gentrification* auprès de résidents de logements locatifs privés plus à risque de subir les effets d'une hausse de la valeur foncière dans Hochelaga-Maisonneuve. Enfin, nous pensons que la réflexion sur la mixité sociale ne doit pas laisser en plan une voie alternative à l'établissement en masse de résidents de la classe moyenne dans un quartier défavorisé, soit celle de la promotion socio-économique des populations déjà en place qui, elle aussi, engendre une forme de mixité sociale.

Bibliographie

- Archambault, Y., 2003, « Projet de règlement P-03-106 : Modifiant le plan d'urbanisme, plan directeur de l'Arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve. (Ancien site de la compagnie Lavo) », *Rapport de consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal*, Montréal, 27 p.
- Charbonneau, R., Gauthier, J.-P. et Payette, D., 1980, *L'histoire du logement ouvrier à Hochelaga-Maisonneuve*, Montréal, Les Presses solidaires inc., 43 p.
- Comité logement Rosemont, 1982, « Ça va faire du train ! : Les Shops Angus 1904-1982 » dans brochure faite par *Le comité logement Rosemont*, Montréal, 47 p.
- Crépin, C., 2006, « Serge Paugam, Les formes élémentaires de la pauvreté », *Recherches et prévisions*, no 86, p. 101-103.
- Dansereau, F., Charbonneau, S., Morin, R., Revillard, A., Rose, D. et Séguin, A.-M., 2002, *La mixité sociale en habitation*, rapport de recherche, Direction de l'habitation de la Ville de Montréal et INRS-Urbanisation, Culture et Société, Montréal, <ocpm.qc.ca/sites/import.ocpm.aegirvps.net/files/pdf/P34/7i.pdf>, 180 p.
- Dansereau, F., 2010, « La mixité sociale dans l'habitat : principes et approches », *Les entretiens sur l'habitat*, Société d'habitation Québec, Montréal, <www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/documents/entretiens_habitat_mixite_socioeconomique.pdf>.

- Gaudreau, L., 2005, *La mixité sociale en habitation : Réappropriation de la ville ou idéologie sécuritaire de l'espace ?*, mémoire, Montréal, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, 114 p.
- Germain, A. et Rose, D., 2010, « La mixité sociale programmée en milieu résidentiel à l'épreuve des discours critiques internationaux : le cas de Hochelaga-Maisonneuve », *Lien social et Politique*, no 63, p. 15-26.
- Germain, A., Rose, D. et Twigge-Molecey, A., 2010, « Mixité sociale ou inclusion sociale ? Bricolages montréalais pour un jeu à acteurs multiples », *Espaces et sociétés*, no 140-141, p. 143-157.
- Leboeuf, M.-A. et Malo, M.-C., 1982, *Les regroupements de coopératives d'habitation au Québec*, École des Hautes Études Commerciales, Montréal, 191 p.
- Rose, D., 2006, « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. », *Sociétés contemporaines*, no 63, p. 39-61.
- Rose, D., 2011, « L'embourgeoisement des quartiers pauvres est-elle une fatalité ? », *Webzine PlanetINRS.ca*, 6 décembre 2011, <www.planeteinrs.ca/webzine/embourgeoisement-des-quartiers-pauvres-est-il-une-fatalite>, consulté le 10 décembre 2012.
- Savoie-Zajc, L., 2003, « L'entrevue semi-dirigée », dans Benoit Gauthier (dir.), *Recherche sociale – De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 294-316.
- Vaillancourt, Y. et Ducharme, M.-N., 2008, « Le logement social, une composante importante des politiques sociales en reconfiguration : État de la situation au Québec », *Cahier du LAREPPS*, No 00-08, 65 p.
- Ville de Montréal, 2005, *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Montréal, <ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/librairie_fr/documents/Strategie_inclusion.pdf>.
- Ville de Montréal, 2007, *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels : avancement de sa mise en oeuvre*, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Montréal, <ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/pes_publications_fr/publications/strategie_inclusion.pdf>.

| Après la crise, la longue stagnation ?

Christian Pépin

Dans le cadre du cours *Économie politique et capitalisme avancé*

Avec Éric Pineault, Hiver 2012

La crise de 2007-2008 n'a pas connu l'abîme de la Grande Dépression, en partie grâce aux gigantesques plans de sauvetage orchestrés par nombre de banques centrales et gouvernements, les États-Unis en tête. Si les profits des grandes corporations n'ont pas tardé à rebondir, atteignant même de nouveaux sommets (Baragar et Chernomas, 2012), c'est étrangement sur fond d'une lente reprise, qui oscille entre stagnation et dépression depuis maintenant cinq ans. Taux de chômage élevés, investissements anémiques, surcapacités industrielles inutilisées, autant de facettes de ce malaise aux conséquences sociales désastreuses. Pire encore, les politiques d'austérité ne font qu'aggraver la situation, soumettant les peuples qui résistent tant bien que mal à une spirale infernale de coupures et de ralentissement économique qui semble sans fin. Faisant face à une crise de légitimité potentiellement explosive, les gouvernements sont aux prises avec une question de plus en plus difficile à régler, et qui témoigne du spectre d'une stagnation prolongée : comment relancer l'économie mondiale ?

D'un côté, les classes dominantes tentent désespérément de rassurer leur population en affirmant sur toutes les tribunes que tout cela est passager, que le pire est derrière nous. De l'autre, de nombreuses voix s'élèvent pour dire que la crise et la lente reprise relèvent de facteurs structurels et qu'à défaut de s'y attaquer, ce marasme risque de durer longtemps. Or, les désaccords persistent quant à la nature de ces causes, et par conséquent, au type de réformes politiques à mettre en place pour les enrayer. Le problème serait-il l'instabilité financière, auquel une réglementation de la finance suffirait pour renouer avec une croissance partagée ? Ou est-ce plutôt le néolibéralisme, nécessitant alors un renouveau de politiques keynésiennes inspirées des « Trente Glorieuses » (Palley, 2010) ? Ou encore, serions-nous prisonniers de contradictions qui plongent dans l'histoire longue du capitalisme, que seule une alternative à ce type d'économie pourrait à terme dépasser (Foster et McChesney, 2010) ?

Il est proposé ici d'explorer cette dernière hypothèse, en se penchant sur une tradition néomarxiste peu traduite en français et relativement peu connue du monde francophone : l'école de la *Monthly Review*. Celle-ci mérite que l'on s'y attarde, d'autant plus qu'elle connaît un regain de popularité depuis la crise. Cela n'est pas étranger au fait qu'elle a toujours placé le phénomène de la stagnation au cœur de sa théorie, en affirmant qu'elle constitue l'état *normal* du capitalisme avancé. Reposant sur les fondements de cette école développés originalement par Baran et Sweezy dans *Le capitalisme monopoliste* (1968), cet article est une interprétation critique des travaux contemporains de cette tradition portant sur la financiarisation et de la globalisation de l'économie, et s'appuie en grande partie sur deux ouvrages récents : *The Great Financial Crisis* (Foster et Magdoff, 2009) et *The Endless Crisis* (Foster et McChesney, 2012). À partir des critiques formulées par d'autres auteurs et traditions, avec une attention particulière accordée aux travaux d'Orhanghazi (2011) et de Brenner (2006 et 2002), les apports spécifiques de cette approche sont dégagés, de même que ses limites et problèmes.

La première partie porte sur leur synthèse d'une microéconomie de la grande entreprise, une macroéconomie de l'accumulation monopolistique, et une perspective sociologique sur les impacts du capitalisme avancé sur l'économie et la société. La deuxième se penche sur leur thèse à propos de la financiarisation, qui est d'une part appréciée pour sa conception non-parasitaire du capital financier, et d'autre part critiquée pour avoir réduite la finance à une contre-tendance contemporaine à la stagnation. Enfin, à l'opposé des théories de la globalisation qui affirment que le capitalisme monopoliste est une réalité révolue, leur hypothèse sur la reconfiguration de pouvoirs oligopolistiques à l'échelle internationale est ici défendue, à condition d'être soutenue à l'avenir par de plus amples preuves empiriques. Malgré toutes ses limites, le mérite de cette école est d'avoir démontré comment la financiarisation et la globalisation sont, au-delà de ses fondements institutionnels, des réalités spécifiquement déterminées par la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé, et d'avoir identifié l'ampleur des conséquences socioéconomiques et politiques d'une telle contradiction.

L'hypothèse en jeu

Selon cette école, la financiarisation est une réponse à la crise du taux de profit des années 1970 causée par l'épuisement des sources particulières de croissance des « Trente Glorieuses » (ex. reconstruction d'après-guerre, deuxième vague d'expansion du complexe automobile, développement des banlieues, complexe militaro-industriel, etc.). Confrontées à une raréfaction des occasions de profits de souche industrielle, les banques, institutions financières et autres corporations se sont désespérément mises à la recherche de nouvelles stratégies d'affaires, contraintes par l'accumulation capitaliste. Dans ce contexte, elles font

pression pour déréglementer la finance, afin de pouvoir profiter d'une nouvelle expansion d'innovations financières (Sweezy et Magdoff, 1987 : 145-148). En résumé, la financiarisation est une tentative pour résoudre un problème structurel de rentabilité.

Certes, de nombreuses interprétations divergent de l'explication donnée par la *Monthly Review* des causes spécifiques de la stagnation des années 1970. Pensons par exemple à l'intensification de la concurrence internationale (Brenner, 2006), la crise du rapport salarial fordiste (Aglietta, 1997), ou les fortes mobilisations sociales des années 1960 et 1970 (Glyn, 2006). Cela dit, l'interprétation proposée par la *Monthly Review* des origines de la financiarisation est néanmoins particulièrement influente au sein de l'économie politique marxiste (Lapavistas, 2011 : 612-613). Aux prises avec d'importantes surcapacités industrielles réduisant drastiquement les débouchés d'investissements profitables (suraccumulation), le capital devient structurellement dépendant du circuit financier pour se valoriser et ainsi, se reproduire sur une base élargie. Pour Foster et Magdoff (2009 : 64), cette réalité inédite est celle du *capital monopoliste-financier*, qui se caractérise par un mouvement en apparence sans fin de stagnation-financiarisation. Alors que cette dynamique repose ultimement selon eux sur des contradictions structurelles au capitalisme avancé, il est préférable d'étudier ces dernières avant d'approfondir l'argument.

Qu'est ce que le capitalisme monopoliste ?

D'où vient la suraccumulation et pourquoi engendre-elle des tendances aiguës à la stagnation sous le capitalisme avancé, tel que l'affirment les représentants de cette tradition ? Cette contradiction relève de la disjonction des normes de production et de consommation, et du caractère non coordonné des décisions d'investissement. Inhérente au capitalisme, elle se manifeste par un décalage croissant entre les capacités productives d'une société et ce que ses membres peuvent consommer, à l'intérieur des rapports de classe de distribution de richesse (Sweezy, 1984 : 52-53). Du XVI^e au XIX^e siècle, la suraccumulation se traduit par des crises cycliques de surproduction, temporairement résorbées par une restructuration massive de capital. Un tel processus passe à la fois par la faillite d'entreprises, par une mise à la ferraille de surcapacités excédentaires, et/ou par une vague de fusions-acquisitions. Ce type de crise est donc un mécanisme régulateur irréflecti, mais essentiel, afin de relancer temporairement une dynamique d'accumulation sérieusement aux prises avec ses propres contradictions (Gilles, 2009 : 40-59). Quant à la stagnation, elle est à ce stade de courte durée, à l'instar des crises elles-mêmes, et n'est donc guère un problème aigu en lui-même.

Marx considère que ces processus aveugles tendent néanmoins vers une direction historique (Postone, 2009 : 94), guidée par un mouvement de plus en

plus grand de concentration et de centralisation du capital (Marx, 1993 : 700-704). Jusqu'à sa mort, il reste convaincu que cela est le signe d'une socialisation progressive de la production, preuve irréfutable d'un socialisme à venir à l'échelle mondiale (Marx, 1993 : 854-857). Jamais il n'anticipe la stabilisation relative d'une socialisation proprement capitaliste, soit une structure de marché dominée par de grands oligopoles et ses conséquences sur la trajectoire économique des sociétés. Quelques décennies plus tard, la Grande Dépression sonne le glas du mythe de l'effondrement inévitable du capitalisme, et force à prendre au sérieux ses transformations imprévues par Marx. C'est pour répondre à cette lacune théorique, laissée béante par l'évolution historique du capitalisme lui-même, que Baran et Sweezy (1966) écrivent leur fameux ouvrage *Monopoly capital*.

Leur point de départ est que l'institutionnalisation des grandes corporations au tournant du XX^e siècle transforme en profondeur les bases de l'accumulation capitaliste et engendre du même coup d'importantes transformations sociales, culturelles et politiques (Baran et Sweezy : 28-29), faisant du capitalisme monopoliste un nouveau « fait social total »¹. Inspirée par les pionniers en la matière (Veblen, Kalecki, Robinson, Steindl), leur théorie est une synthèse d'une microéconomie fondée sur les pouvoirs de la grande entreprise, une macroéconomie de l'accumulation monopolistique, et une perspective sociologique concernant les effets des nouveaux mécanismes de gestion de la demande effective sur l'économie et la société.

Le pouvoir d'organiser le marché

Dans un contexte où la concurrence régule l'interaction entre un très grand nombre de petites entreprises, le marché n'est qu'un mécanisme disciplinaire externe. Pour conserver et accroître son capital, chaque petite unité économique est alors contrainte de produire à moindre coût par l'intensification de l'exploitation², afin de vendre *moins cher* que son concurrent et multiplier ses parts du gâteau. Or, contrairement à ce qu'en disent les manuels d'économie néoclassique, cette réalité est révolue depuis la fin du XIX^e siècle³, dès que le marché de type oligopolistique, dominé par des entreprises de très grande taille, est devenu la norme.

¹ Pour un récent aperçu de l'ambition sociologique de leur projet, voir l'édition du chapitre inédit de *Monopoly Capital* sur la culture de masse (une partie, non-publiée, comportait même des notes éparées sur la psychiatrie) dans un numéro récent de la *Monthly Review* (Foster et McChesney, 2013 : 1-33 ; Baran et Sweezy, 2013, 43-64).

² Voir les concepts de survaleur absolue et relative chez Marx (1993 : 199-361).

³ Cette distinction entre une économie « concurrentielle » et « monopolistique » procède d'une démarche idéal-typique. Tel que rapporté par Sweezy (1981 : 57-58), Marx considère que les vestiges du féodalisme continuèrent de peser longtemps sur les structures de marché capitaliste, par diverses régulations à caractère culturel-politique. Ceci dit, il croit que tout cela finirait par

Afin d'en finir avec une concurrence ruineuse qui poussait à la faillite des entreprises de plus en plus grandes et qui risquaient gros en matière d'investissement, ces dernières se dotent d'un pouvoir de marché inédit. Fondé sur des « degrés de monopoles » à géométrie variable (Kalecki, 1984 : 80), ce pouvoir se décline par de nouvelles capacités de contrôle sur les prix, le volume des investissements et de la production, dans un ou plusieurs secteurs. Ces grandes corporations sont dorénavant des « faiseurs » de prix administrés selon une politique interne, et non plus des « preneurs » de prix imposés de l'extérieur par une discipline de marché (Baran et Sweezy, 1968 : 64-66). De telles stratégies reposent sur différentes formes de coordination oligopolistique, des plus informelles aux plus explicites (ex. cartels). En Amérique du Nord, le « co-respect » est la tendance dominante où par exemple, la plus grande corporation impose son prix de vente auquel s'adaptent les autres entreprises. Un tel pouvoir existe par un nombre impressionnant de barrières à l'entrée⁴, visant à décourager tout concurrent qui tenterait de s'essayer au jeu de la concurrence « pure et simple »⁵. En résumé, si l'entreprise capitaliste a toujours possédé un pouvoir d'organisation sur le procès de production (Pineault, 2009 : 224-226), la grande corporation possède désormais un pouvoir d'organisation du marché.

Les contradictions de l'accumulation monopolistique

Il semblerait qu'à l'exception des périodes de guerre et des périodes de prospérité d'après-guerre, la stagnation constitue l'état *normal* de l'économie des États-Unis (Baran et Sweezy, 1968 : 82).

Cette nouvelle structure de marché transforme en profondeur la trajectoire de l'accumulation. La baisse tendancielle du taux de profit, caractéristique du capitalisme en pleine industrialisation au XIX^e siècle, n'a alors plus force de « loi » (Sweezy, 1984b : 41-56)⁶. Au contraire, le capitalisme monopoliste

disparaître sans jamais prévoir que de nouvelles barrières à la concurrence émaneraient cette fois, du capitalisme lui-même. Pour une différente interprétation historique de ce phénomène, et une riche analyse des processus politiques et idéologiques qui mènent à l'institutionnalisation de la corporation (facteurs sous-évalués par la *Monthly Review*), voir Roy (1997).

⁴ Sans pouvoir les présenter une à une, Foster et McChesney (2012 : 197) identifient jusqu'à à vingt-deux barrières à l'entrée (ex. brevets, image de marque, surcapacités planifiées, contrôle exclusif sur des ressources stratégiques, barrières protectionnistes, etc.), en référence à un ouvrage cité.

⁵ Si nous devons à Schumpeter la parenté du concept de « co-respect », il considère néanmoins que toute barrière à l'entrée ne pouvait qu'être temporaire. Selon lui, c'est la dynamique de l'innovation technologique qui est le véritable moteur de la concurrence, véritable tempête de « destruction créatrice » qui prive toute clôture oligopolistique d'une effectivité durable. Inspirés par Veblen, Baran et Sweezy (1968 : 94-105) rétorquent que l'innovation fait de plus en plus l'objet de stratégies d'appropriation privative (ex. brevets), visant à exercer un contrôle sur le rythme d'introduction de nouvelles technologies (ex. voiture électrique). Dans les mots mêmes de ces auteurs, cette tempête n'est devenue qu'une légère brise !

⁶ Les fondements du capitalisme monopoliste reposent également sur l'argument de la « maturation ». En résumé, cela signifie seulement qu'il y a une importante différence entre une

engendre une tendance à la hausse du surplus, où les grandes entreprises sont confrontées à de graves problèmes de saturation du marché. Une telle contradiction macroéconomique s'explique par le fait que les nouveaux pouvoirs des grandes corporations se combinent toujours à la maximisation des profits comme impératif de marché, forçant la main des « managers » à maintenir le cap sur la rationalisation des coûts de production (Baran et Sweezy, 1968 : 38-44). Ainsi, la grande corporation possède des pouvoirs d'appropriation inédits, au point où elle ne sait plus quoi faire de ce massif surplus accumulé, pour lequel les débouchés spontanés du marché sont de plus en plus rares.

Équipée de nouvelles armes, l'entreprise géante se prémunit alors contre les mécanismes « classiques » de crise précédemment mentionnés. Au lieu d'être forcé de réduire ses prix⁷, elle opte pour une diminution de ses capacités de production, et conséquemment, de ses investissements, afin de préserver ses marges de profits (Foster et McChesney, 2012 : 37). Par conséquent, de telles stratégies généralisées à l'ensemble de l'économie finissent par plonger la société dans un état de stagnation prolongée. L'auto-régulation du marché, par ses anciens mécanismes de restructuration du capital par la crise, deviendront alors inopérants pour sortir l'économie d'une telle léthargie, engendrant ce que Keynes appelait un équilibre de sous-emploi (Deleplace, 2007 : 288-302). Sous le capitalisme avancé, la contradiction entre les capacités de production et de consommation introduite précédemment atteint son paroxysme.

Une économie de gaspillage

Les mécanismes « classiques » de gestion par le marché de la demande effective (ex. consommation de luxe des capitalistes, l'investissement privé) ne suffisent plus, à eux seuls, à générer des dynamiques de croissance durables (Baran et Sweezy, 1968 : 85-110). Ainsi, ce n'est plus la production du surplus le problème, mais son absorption par une demande effective suffisante. Alors que cette dernière devient une question de vie ou de mort pour le capitalisme, Baran et Sweezy (*ibid.*) constatent que ce ne sont pas tous les moyens qui sont compatibles avec un « système qui comprend des mécanismes sélectifs internes dont les conséquences se font profondément sentir sur chaque aspect de la vie » (*ibid.* : 110). Ainsi,

économie en période d'industrialisation où les débouchés sont quasiment illimités, et une économie déjà industrialisée où les débouchés en forte intensité technologique tendent à se restreindre. Selon Sweezy, « *the problem for the capitalist is no longer so much of substituting more productive machines for hand labor but rather of substituting more productive machines and processes for less productive machines and processes all along the line. And there is no a priori reason whatever for supposing that this must involve an increase (or a decrease either for that matter) in the organic composition of capital* » (1984 : 46), sapant ainsi les bases de la baisse tendancielle du taux de profit. Pour une critique récente et plus fondamentale de cette « loi », voir Heinrich (2013 : 15-31).

⁷ Devant une telle réalité, Kalecki (1984 : 166) va dire que la flexibilité des prix est dorénavant la caractéristique d'une économie socialiste et non d'une économie monopolistique.

contrairement à Keynes qui réduit le problème de demande effective à un problème *quantitatif* d'investissement, les auteurs de la *Monthly Review* font ressortir les dimensions *qualitatives* de ces réalités économiques (Foster et Szlajfer, 1984 : 10-11). Concrètement, ils démontrent comment les structures de classe et idéologiques de la société restreignent et déterminent très spécifiquement les mécanismes de gestion de demande effective compatibles avec les intérêts dominants.

Baran et Sweezy identifient trois mécanismes spécifiques : l'effort de vente, développé par les grandes corporations, et les dépenses civiles et militaires, propres aux capacités d'intervention élargies de l'État dans l'économie (Baran et Sweezy, 1968 : 111-198). Le premier mécanisme renvoie au-delà de la seule publicité, allant de la « différenciation »⁸ des produits à l'obsolescence programmée. Ayant pour but de repousser les limites *d'un* marché et *du* marché, il permet à la fois de stimuler une demande pour une catégorie de marchandises, et d'élever la propension générale à consommer vers la consommation de masse⁹. De plus, la distinction entre la production et la vente devient presque superflue tellement ces processus vont de plus en plus s'interpénétrer. La croissance exponentielle de ce travail improductif¹⁰ dans le procès de production est alors structurellement nécessaire à la reproduction élargie des profits monopolistes.

The sales force of a modern corporation comprises not only the salesman, advertising specialists, and credit managers, but also a considerable proportion of the personnel that is engaged in the production process proper. The designer of a new model of a consumer durable good, the engineer retooling the factory for the production of that model, the blue-collar worker affixing chrome to the automobile or compounding a new « edition » of a toothpaste, the printer manufacturing a fancy new wrapper for an old soap, and the construction worker helping to build a new corporate « crystal palace » are all members of the huge sales

⁸ Procédés visant à donner l'impression d'une marchandise distincte, mais qui n'est en fait qu'une variante marginale et superficielle d'un objet (ex. nouvel emballage, image de marque (« branding »), etc.).

⁹ Cette théorie débouche sur une critique du fordisme, idéalisé dans bien des théories (ex. la théorie de la régulation) comme un cercle vertueux de croissance et consommation de masse, où la traduction des gains de productivité en augmentation de salaires aurait été le gage d'une meilleure qualité de vie pour les travailleurs. Baran et Sweezy ont plutôt défendu que ces hausses salariales servaient de plus en plus à l'absorption d'un surplus fondé sur le gaspillage (ex. obsolescence programmée, etc.), à l'avantage du capital monopoliste (Foster, 2012 : 14-15). Leur théorie permet ainsi de dépasser l'opposition stérile entre une posture idéalisée de la consommation de masse et des « Trente glorieuses », et celle qui la condamne d'un point de vue strictement moraliste (ex. certains courants écologistes).

¹⁰ Marx visait à rompre avec l'économie politique classique en affirmant qu'est productif tout travail qui valorise le capital. Ceci dit, il considérait qu'un travail improductif, qui consomme de la survalue sans en produire, demeurerait nécessaire afin de boucler le circuit de valorisation du capital (ex. les activités de vente, etc.). Or, Marx croyait que ce type de travail tendait à se réduire à un minimum, avec l'ascendance des capitalistes industriels contre les marchands. Or, Baran et Sweezy (2012 : 54-56) feront à juste titre remarquer que sous le capitalisme monopoliste, ce type de travail deviendra plutôt exponentiel.

army which is supported by a considerable part of society's output. All of them, regardless of whether they wear white collars or blue collars, whether they work in the sales offices or on the conveyor belts, are not productive workers who produce surplus value, all appearance to the contrary notwithstanding (Baran et Sweezy, 2012 : 57).

C'est pourquoi Baran et Sweezy considèrent que l'accumulation capitaliste, à son stade monopoliste, dépend de plus en plus du gaspillage des forces productives. La question peut certes demeurer ouverte quant à savoir si oui ou non, le capitalisme aurait été à un stade de son histoire *progressiste*, pouvant servir de bases économiques au socialisme. Par contre, à l'ère du capitalisme monopoliste, l'accumulation prend un tournant définitivement *régressif* (Baran et Sweezy, 2012 : 24-33)¹¹.

Une telle thèse est renforcée par l'analyse que font ces auteurs du rôle que l'État va jouer à l'intérieur du capitalisme monopoliste. Pour ceux-ci, l'État est tout sauf neutre, étant plutôt fortement contraint par les intérêts de classe dominants. Par rapport à la question des dépenses publiques, les capitalistes vont s'opposer aux dépenses qui notamment empiètent sur leurs secteurs d'activités. Contrairement au préjugé néolibéral actuel, qui considère que l'État doit investir au minimum, Baran et Sweezy vont plutôt démontrer que l'investissement public est structurellement nécessaire à l'absorption du surplus, la question étant alors de cerner les formes compatibles à l'accumulation monopolistique.

Il n'est donc pas surprenant que les dépenses militaires aux États-Unis aient représenté une part gigantesque des dépenses de l'État. La constitution d'un complexe militaro-industriel a certes été développée sur la base de la légitimation de la Guerre Froide. De toute évidence, son rôle économique était le prolongement intentionnel, ou indirect, de stratégies géopolitiques mondiales qui demeurent toujours d'actualité. Ceci dit, le constat à faire est qu'en l'absence de ces dépenses, l'économie des États-Unis, voire l'économie mondiale qui en dépend, sombrerait probablement dans un état léthargique de stagnation (Foster et Magdoff, 2009 : 42-44).

Du côté des dépenses civiles, Baran et Sweezy font remarquer qu'alors que les besoins demeurent criants en santé, en logement, en éducation, des dépenses énormes sont absorbées dans le développement d'un complexe autoroutier, fondé sur le démantèlement du réseau de transport collectif. Voici donc deux types de dépenses qui rentabilisent une vaste partie de l'appareil

¹¹ C'est pourquoi Baran (1962 : 144-145) considère que la particularité d'une société socialiste repose principalement sur la diminution drastique de ce travail « improductif ».

productif qui n'aurait pas été utilisée autrement et qui n'empiètent guère sur le secteur privé, compatible avec les intérêts dominants¹².

La longue durée

Si ces mécanismes seront essentiels à la croissance d'après-guerre, Baran et Sweezy insisteront pour dire qu'ils sont limités et contradictoires, exacerbant le problème qu'ils étaient censés régler. Ainsi, ces stimuli économiques peuvent contribuer à relancer l'accumulation à court terme, mais ne peuvent garantir à eux-mêmes des cycles longs de croissance, nécessitant ainsi de se tourner vers les facteurs historiques contingents qui expliquent les tendances de longue durée.

The whole question of accumulation and growth is thus turned upside down. Rather than treating the appearance of slow growth or stagnation as an anomaly that needs explaining by reference to external factors outside the normal workings of the system (as in orthodox economics), the challenge is to explain the anomaly of fast or full employment growth, focusing on those specific historical factors that serve to prop up the system (Foster et McChesney, 2012 : 39).

Les guerres et la reconstruction d'après-guerre, de même que les innovations technologiques « révolutionnaires » sont les deux sources les plus prometteuses de forte croissance durable. Après la Grande Dépression, le taux de chômage a remonté à près de 20 % en 1937, preuve de l'échec du New Deal à sortir l'économie de la stagnation prolongée. Seules la Deuxième Guerre et la reconstruction d'après-guerre (plan Marshall) refoulent pour plusieurs décennies le problème de la stagnation (Sweezy 1987 : 29-38). Quant aux innovations technologiques majeures, Baran et Sweezy (1968 : 82) vont en identifier trois : la machine à vapeur, le chemin de fer et l'automobile. La deuxième vague d'expansion de l'automobile pendant la période d'après-guerre serait ainsi l'autre source majeure de cette expansion inédite dans l'histoire du capitalisme. Pour comprendre, il faut visualiser tous les débouchés ouverts par cette industrie : routes, ponts, tunnels, réseaux de stations d'essence, restaurants, garages, industries pétrochimiques, construction domiciliaire, banlieues, etc.

C'est pourquoi l'économie nécessite de renouer avec la sociologie, l'histoire, la science politique et les relations internationales, seules capables d'éclairer ces facteurs contingents d'absorption du surplus, et donc de croissance (Foster et McChesney, 2012 : 11-12). Or, de telles disciplines sont souvent méprisées par l'économie orthodoxe.

¹² Si cette tradition offre une riche critique du mythe de l'âge d'or des « Trente Glorieuses », l'héritage de cette période, particulièrement au niveau des variantes historiques de l'État-providence, demeure limité, voir problématique.

Une nouvelle contre-tendance à la stagnation : la financiarisation

La présentation qui précède permet maintenant d'aborder en quoi la financiarisation et la globalisation s'arriment aux contradictions de longue durée du capitalisme monopoliste. Rappelons que l'épistémologie de cette école considère que la dynamique économique des sociétés repose sur une dialectique historique entre la tendance à la stagnation du capitalisme monopoliste et ses diverses contre-tendances (Foster et Magdoff, 2009 : 19). À l'intérieur de ce paradigme, la financiarisation est analysée comme une nouvelle contre-tendance qui vise à relancer une dynamique d'accumulation tombée en panne.

Un capital financier laissé dans les marges

Pourquoi le capital financier est-il considéré comme une nouvelle contre-tendance, au lieu d'avoir initialement fait l'objet d'une théorie, équivalente à l'importance accordée à l'effort de vente, aux dépenses civiles et militaires¹³ ? Hormis le fait que le poids de la finance n'avait pas la même ampleur qu'aujourd'hui, deux raisons expliquent une telle chose. La première est leur critique de Hilferding (marxiste autrichien), et sa théorie de la domination du capital financier sur le capital industriel, fondée sur la constitution de « holdings » industriels sous contrôle majoritaire bancaire. Pour Sweezy (1949 : 266-269), cette réalité n'est alors qu'un phénomène transitoire dans l'institutionnalisation des grandes corporations, voire particulier à l'Allemagne. Grâce à leurs pouvoirs d'appropriation inédits, les grandes entreprises se trouvent rapidement avec d'immenses réserves de fonds internes, et développent progressivement une autonomie des marchés financiers et des banques pour financer leurs investissements. Voilà pourquoi leur théorie privilégie au départ la catégorie de capital monopoliste au détriment de celle de capital financier.

Cela dit, une réponse plus profonde explique un tel traitement superficiel de ce concept, soit la théorie de l'accumulation unilatérale et incomplète développée dans *Monopoly Capital*.

¹³ La seule mention dans *Monopoly Capital* porte sur un constat empirique du développement du secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier, réduit à un mode d'absorption du surplus sans différence qualitative. « Étant donné que ce problème ne pose pas de nouvelles questions de principe, il n'est guère besoin de discuter longuement ces activités et leur signification économique. Il convient de souligner, par contre, leur grande amplitude » (Baran et Sweezy, 1968 : 132-134).

In the established tradition of both mainstream and Marxian economics, we treated capital accumulation as being essentially a matter of adding to the stock of existing capital goods. But in reality this is only one aspect of the problem. Accumulation is also a matter of adding to the stock of financial assets. The two aspects are of course interrelated, but the nature of this interrelation is problematic to say the least. The traditional way of handling the problem has been in effect to assume it away : for example, buying stocks and bonds (two of the simpler forms of financial assets) is assumed to be merely an indirect way of buying real capital goods. This is hardly ever true, and it can be totally misleading (Sweezy, 1991).

Sweezy admit qu'il n'avait aucune réponse satisfaisante à ce profond problème, appelant de ses vœux une nouvelle théorie générale qui prendrait comme point de départ l'interpénétration du circuit industriel et financier. Cette remarque de Sweezy est féconde pour juger les travaux contemporains de cette tradition, qui ne semblent pas avoir suffisamment approfondi cette intuition originale. Voyons maintenant plus en détail leur analyse de la financiarisation, pour ensuite analyser sommairement comment elle s'arrime à la consolidation des tendances oligopolistiques à l'échelle mondiale.

La convergence des « industriels » et des « financiers »

Dans les années 1970, les banques et les institutions financières se mettent activement à la recherche de nouvelles sources de profits, alors que les corporations industrielles réduisent leurs investissements, rendant leur besoin en crédit plus bas que jamais. Cela révèle du coup qu'elles se conduisent conformément à leur propre logique d'accumulation, aucunement réduite à de simples intermédiaires de la production industrielle. Dans ce contexte, les banques prêtent des sommes énormes aux pays du Tiers Monde, à des taux au départ « avantageux »¹⁴. D'autant plus que les deux chocs pétroliers des années 1970 ont fait affluer d'immenses fortunes (les pétrodollars) vers les banques d'investissement états-uniennes, en quête de hauts rendements. De plus, les grandes corporations augmentent leur pression auprès du secteur financier pour de nouvelles innovations financières, afin de pouvoir mieux mener leurs opérations internationales et accroître leurs activités spéculatives. Ce grossier survol historique nous permet néanmoins de mettre en relief la convergence des stratégies du secteur « industriel » et « financier » pour convaincre les élites politiques des bienfaits qu'une déréglementation de la finance aurait sur l'économie.

¹⁴ En 1979-1980, Volcker hausse abruptement les taux d'intérêt de la Réserve Fédérale américaine jusqu'à 20 %, ce qui aggrave le poids des dettes, et étrangle du coup ces pays, au point de menacer l'ensemble du système bancaire d'une crise de solvabilité (Brenner, 2002 :35-36). En tant que point tournant de l'histoire du néolibéralisme, cela marque le début des plans d'ajustement structurels du FMI imposés au « Tiers Monde », la dette devenant un instrument redoutable de restructuration néolibérale et dans ce cas, un nouveau visage de l'impérialisme (Sweezy et Magdoff, 1987 : 176-185).

Au-delà d'une conception parasitaire de la finance

Surendettement fragilisant l'économie, instabilité et crise, les raisons semblent énormes pour considérer la financiarisation comme globalement négative sur l'économie. Concrètement, plusieurs traditions marxistes et postkeynésiennes (Duménil et Lévy, Crotty, Orhangazi, Orléan, Morin) défendent cette thèse en mettant l'accent sur les rendements exorbitants exigés par le capital financier. Fragilisant les grandes entreprises, ce pouvoir de la finance découragerait celles-ci de s'engager à long terme dans des projets d'investissement aux rendements incertains en plus de détourner des sommes incroyables de fonds vers des fins spéculatives et des intérêts rentiers (ex. hausse des dividendes, maximisation de la valeur des titres cotés en bourse). Dans un tel contexte, un compromis capital-travail, tel que celui des « Trente Glorieuses », devient impossible.

Or, si on accepte la thèse de la suraccumulation et la stagnation inhérente au capitalisme avancé, une tout autre perspective s'ouvre à l'analyse. Sur le terrain des politiques publiques, elle renverse l'idée que la réglementation financière réussirait à elle seule à relancer l'économie, en canalisant tout ce capital aspiré par la finance vers l'investissement productif. Si le capital dépend de plus en plus du circuit financier pour se valoriser, et qu'il génère des effets de croissance, aussi limités soient-ils, cette unique mesure ne ferait que mettre à nu les profondes forces stagnationnistes qui sous-tendent l'économie.

Car la finance génère depuis son envol une demande de biens d'investissement qui autrement, n'aurait pas eu lieu (ex.. immeubles luxueux corporatifs, robots-traders, etc.). De plus, l'inflation des prix des actifs financiers engendre un « effet de richesse », qui se traduit avant tout par la consommation de luxe des nouvelles élites financières. De plus, des formes de croissance tirée par la finance accompagnent la succession de bulles (ex. hautes technologies, immobilier), qui stimulent des investissements dans des secteurs qui autrement, n'auraient pas eu lieu également. Par exemple, il suffit de penser à toute la construction domiciliaire, et les activités en amont et en aval qu'elle a engendrées, dans le contexte de la bulle des « subprimes ».

Ce portrait des effets macroéconomiques « positifs » ne pourrait être complet sans également faire référence au rôle de l'endettement massif de cette période. Pensons à l'endettement des ménages dans un contexte de stagnation des salaires, à l'endettement public et aux déficits structurels, particulièrement aigus aux États-Unis, de même que l'endettement du secteur privé (corporations non financières, banques, etc.), qui a stimulé une demande et des investissements qui autrement, auraient stagné d'autant plus.

Ceci dit, malgré tous ces stimuli financiers, les taux de croissance, particulièrement au sein de la Triade, demeurent bas depuis 40 ans (Foster et Magdoff, 2009 : 15). Ainsi, comme le soulignent les auteurs de cette tradition,

nous assistons à une réalité macroéconomique inédite et étrange en apparence, où le capital prospère à une vitesse vertigineuse malgré une stagnation rampante.

Instabilité et crise

Alors que dans les années 1970, la hausse du produit intérieur brut (PIB) était de 0,60 \$ pour chaque nouveau dollar d'endettement, ce ratio est tombé à 0,20 \$ au tournant des années 2000 (Foster et Magdoff : 49). Concrètement, cela signifie que la majeure partie de cet argent a servi la spéculation, contracté majoritairement par le secteur bancaire lui-même. L'explosion des profits financiers, combinée à une stagnation rampante, favorise le développement de bulles spéculatives. Grâce à un endettement exponentiel et de nouvelles innovations financières fragmentant le risque tout en le démultipliant à l'ensemble des marchés financiers, ces cycles d'euphorie boursière durèrent plus longtemps. En contrepartie, les crises sont de plus en plus dures, et les effets dépressifs de plus en plus dramatiques. Afin d'éviter le pire, les banques centrales et gouvernements sont contraints d'intervenir de plus en plus massivement. Or, à l'image de véritables pompiers-pyromanes, chaque crise est éteinte par le moyen d'une prochaine bulle, reportant seulement à plus tard la catastrophe¹⁵.

Voilà la dure réalité du piège de la stagnation-financiarisation introduite au départ, qui se décline en trois moments : 1) Le capital dépend de plus en plus des processus de valorisation financière pour s'accumuler, dû à la stagnation sous-jacente de l'économie ; 2) Considérant cette stagnation rampante, l'économie est de plus en plus soumise à des bulles spéculatives et à des crises ; 3) Malgré ce nouveau souffle de prospérité du capital, les problèmes de suraccumulation dans l'économie « réelle » demeurent profondément déterminants.

Une théorie unilatérale et insuffisamment dialectique ?

À l'instar de plusieurs travaux marxistes, cette tradition permet d'enraciner la finance dans la sphère de la production, contrairement aux théories portant sur la financiarisation qui limitent leur analyse à la seule critique du système monétaire et financier. Or, un problème inverse surgit quand l'expansion financière est présentée comme le symptôme de contradictions propres à l'économie « réelle » (Orhangazi, 2011 : 2-3), comme dans la *Monthly Review*, où elle tend à se réduire à une réponse « fonctionnaliste » au problème de la

¹⁵ Selon Minsky, l'instabilité financière est inhérente à chaque cycle d'affaires, indépendamment des tendances de longue durée de l'économie. Or, l'école de la *Monthly Review* considère que ce n'est qu'en ancrant cette hypothèse dans les tendances à la stagnation du capitalisme avancé que l'on peut comprendre pourquoi cette instabilité a été aussi grande dans les quatre dernières décennies de financiarisation de l'économie (Foster et McChesney, 2012 : 58).

stagnation. En confinant la financiarisation à un mécanisme d'absorption du surplus, cette tradition perd de vue comment elle renferme plusieurs processus aux effets *différents* et contradictoires sur l'économie. À l'encontre d'une posture unilatérale, divers auteurs feront remarquer que la financiarisation engendre dialectiquement des effets contre-stagnationnistes *et* stagnationnistes. Sans pouvoir explorer en détail cette critique, retenons deux couples de processus distincts, l'un relié à la demande effective, l'autre à l'investissement.

La demande et l'investissement écartelés par des forces opposées

Les hauts rendements exigés par les investisseurs institutionnels (ex. fonds de pension, fonds mutuels) ont été en partie extorqués par une intensification de l'exploitation, allant des compressions salariales aux mises à pied. En conséquence, cela a réduit le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses, générant du coup un problème de demande effective. Or, l'expansion phénoménale du crédit à la consommation, rendue possible par une cascade d'innovations financières, permet de relancer la demande par d'autres moyens.

Cette gouvernance par « valeur actionnariale » contraint les entreprises à prendre exclusivement les décisions qui maximisent la valeur de leurs titres boursiers, afin de générer les gains les plus juteux pour les actionnaires. Cela s'accompagne d'un vaste mouvement de restructuration du capital qui, par exemple, peut se traduire par la mise à la ferraille des moyens de production peu profitables à court terme, réduisant du coup l'offre afin de gonfler les prix dans un secteur, conformément à une stratégie oligopolistique typique. De plus, cette gouvernance est allergique à l'incertitude du temps long d'investissements, détournant d'immenses sommes vers la spéculation, des programmes de rachats d'actions, des dividendes de plus en plus élevés. De plus, l'instabilité financière générée par la financiarisation a accru l'incertitude, décourageant les grandes corporations d'entreprendre des projets d'investissement jugés trop risqués.

Or, de l'autre côté, les bulles spéculatives ont généré des cycles de croissance tirée par la finance, qui ont stimulé des investissements qui autrement, n'auraient pas eu lieu. Ces derniers ont également été alimentés par l'endettement public et privé, et les effets de richesses liés à l'inflation des actifs financiers. Au final : deux paires de processus aux impacts distincts, un tout dialectique contradictoire (Orhangazi, 2011 : 9-16).

Voilà le problème d'un paradigme qui ne saisit qu'un seul côté de la finance, comme contre-tendance à la stagnation. De cette manière, c'est tout un pan des effets de la finance qui est laissé pour compte. Rappelons que Sweezy appelait de ses propres vœux une telle théorie dialectique, qui permettrait de mieux saisir le portrait d'ensemble des processus d'interpénétration de la finance et de la production. De plus, une telle démarche permettrait de favoriser des

convergences entre diverses approches hétérodoxes, notamment postkeynésiennes, qui critiquent nombre de marxistes pour avoir réduit les processus monétaires et financiers à de simples symptômes de suraccumulation (Morin, 2011 : 108-109).

Les oligopoles dominent-ils toujours le monde ?

Pour compléter le tour d'horizon de cette tradition, il importe de comprendre en quoi la globalisation est un mouvement traversé par de nouvelles tendances oligopolistiques, alors que plusieurs auteurs rejettent aujourd'hui une telle thèse. Car s'il est vrai que les structures oligopolistiques de marché sont une affaire du passé, la conception du rôle de la suraccumulation développée par l'école de la *Monthly Review* ne serait donc plus qu'un mirage théorique.

La vengeance de la concurrence « classique » ?

Cet héritage théorique fait l'objet d'une sérieuse remise en question, dans le contexte d'une concurrence internationale de plus en plus manifeste à partir de la fin des années 1960. Foster et McChesney (2012) reconnaissent que la concurrence européenne et japonaise, telle qu'analysée par exemple par Brenner (2006 et 2002), déstabilise alors la relative quiétude des marchés oligopolistiques aux États-Unis. Pensons au secteur automobile états-unien, qui semblait immunisé à toute concurrence « étrangère » par les prix (Foster et McChesney, 2012 : 73). Or, contrairement à un grand nombre de théories de la globalisation, ces auteurs considèrent ce phénomène comme le début d'une recomposition des forces oligopolistiques au niveau international, fondées sur un niveau inédit de concentration et de centralisation du capital (*ibid.* : 112-113).

Ces auteurs mobilisent deux ensembles de faits pour appuyer leurs dires : les statistiques récentes sur la concentration et la centralisation du capital, et divers exemples qui témoignent de nouvelles stratégies de coordination oligopolistique. Par exemple, le pourcentage d'industries où quatre entreprises contrôlent plus de 50 % du volume des ventes est fortement en hausse depuis les vingt dernières années¹⁶. La concentration des revenus des 200 plus grandes corporations aux États-Unis et la valeur des fusions-acquisitions des 500 plus grandes corporations globales en pourcentage du PIB mondial le sont également¹⁷.

¹⁶ Selon leurs données (Tableau 3.1), ce pourcentage est passé environ de 27 % à près de 40 % entre 1987 et 2007 (Foster et McChesney, 2012 : 68).

¹⁷ Selon leurs données (Tableau 3.2), la proportion des revenus des 200 plus grandes corporations aux États-Unis seraient passés de 21 % dans les années 1950 à 30 % en 2008. De plus, la valeur nette des acquisitions par des grandes corporations opérant au Canada et aux États-Unis est 10 fois plus élevée en 2008 qu'en 1970 (Tableau 3.4). (Foster et McChesney, 2012 : 71-75).

Quant aux nouvelles stratégies de contrôle oligopolistique, ils évoquent par exemple divers cas, dont celui du groupe Star Alliance dans le domaine du transport aérien, dominé par la corporation « United Airways ». De plus, ils analysent aussi des cas qui témoignent de la restructuration du circuit industriel à l'échelle mondiale, et qui s'appuient sur la nouvelle division internationale du travail. Par exemple, le rôle des « monopsones »¹⁸ témoigne du nouveau visage du capitalisme monopoliste. Leur exemple cité le plus patent est Wal-Mart, qui impose à ses fournisseurs ses prix d'achat, et par conséquent, un rythme de production et d'exploitation effréné. L'originalité de leur analyse de la sous-traitance et des délocalisations est d'avoir compris ces phénomènes en tant qu'ils sous-tendent de nouvelles stratégies oligopolistiques à l'échelle du monde (Foster et McChesney, 2012 : 111).

Diviser pour mieux régner

Ces nouveaux pouvoirs de marché s'accompagnent d'une mobilité inédite du capital. Que ce soit concernant le lieu de construction des infrastructures productives, d'importation ou de vente de marchandises, les grandes corporations jouissent d'un pouvoir d'arbitrage inédit, qui leur permet de jouer les lois du travail, fiscales et environnementales les unes contre les autres, dans un nivellement général par le bas. Alors que se constitue une armée de réserve globale depuis la chute du mur de Berlin, dont le visage manifeste est un vaste précarat captif concentré au Sud, de violentes asymétries économiques émanent des rentes impérialistes (Amin, 2010) captées par ces puissants oligopoles sur le dos de ces nouveaux damnés de la terre. Cette surexploitation vient paradoxalement exacerber la tendance à la massification du surplus et le problème de ses débouchés. Sa canalisation accrue vers des circuits de valorisation financière représente ainsi le pont entre cette globalisation et la financiarisation de l'économie¹⁹.

Le pouvoir de marché : mythe ou réalité ?

Alors que le néolibéralisme et la financiarisation ont fait couler beaucoup d'encre, on ne peut en dire autant de la question du pouvoir oligopolistique, évacué d'un bon nombre d'analyses hétérodoxes sur la globalisation. Cela inclut plusieurs néo-marxistes, dont Brenner, qui reconnaît que si les États-Unis ont hébergé dans les années 50 plusieurs industries structurées sur des bases oligopolistiques, une telle réalité n'existe plus aujourd'hui. Selon lui, la norme qui a prévalu dans l'histoire du capitalisme, et même au 20^e siècle, est qu'un tel

¹⁸ Se caractérise par un seul ou un petit groupe restreint d'acheteurs, au lieu de se traduire par un seul ou quelques vendeurs, tel un monopole ou oligopole.

¹⁹ Dans le cadre d'une étude sur l'augmentation de la part des profits financiers chez les corporations-non-financières aux États-Unis, Krippner (2005 : 188-198) démontre même que ceux-ci sont plus grands à l'étranger, proportionnellement aux profits extraits globalement dans ces pays.

pouvoir de marché ne dure au mieux que temporairement. La question n'est pas de savoir si les grandes corporations veulent un tel pouvoir, et si elles déploient beaucoup d'efforts pour y arriver, ce qui est pour lui une évidence incontestable. La vraie question est plutôt : si elles arrivent à l'acquérir, peuvent-elles en profiter suffisamment longtemps pour affecter en profondeur les règles de l'accumulation capitaliste ?

The basic problem with this scenario – in which concentration, centralization, and large size give rise to monopoly power and monopoly power makes for a tendency for the surplus to rise – is that it is ultimately premised on the effectiveness of barriers to entry that are more than temporary (Brenner, 1999 : 35).

Brenner ne conteste donc pas la validité des données statistiques soutenues par Foster et McChesney au sujet de la concentration et la centralisation du capital. L'enjeu est plutôt si une telle réalité, aussi frappante soit-elle, prouve l'existence de clôtures de marché relativement fortifiées.

Le capital financier ferait-il vaciller les marchés ?

Pour Brenner, le fait majeur aujourd'hui de la centralisation et la concentration du capital réside dans la capacité des grandes institutions financières à mobiliser rapidement des sommes colossales d'argent. Fait nouveau, toute entreprise qui souhaite pénétrer un marché affichant des taux de profit supérieurs à la moyenne a à sa disposition des lignes de crédit coulant à flot pour mener à bien une telle ambition. Ainsi, les barrières oligopolistiques ne peuvent tenir bien longtemps devant une arme aussi redoutable que le crédit bancaire international (Brenner, 1999 : 35).

Foster (1999) fait remarquer, à l'instar de Marx, que le crédit est depuis longtemps un levier majeur de la centralisation du capital. Il considère paradoxal que cette fonction soit dorénavant renversée. D'autant plus que la finance a été au cœur des vagues de fusions-acquisitions des dernières décennies, considérées par plusieurs comme la preuve de la reconstitution de nouveaux pouvoirs oligopolistiques à l'échelle mondiale (Crotty, 2000 : 40-42). Contrairement à Brenner, Foster et McChesney (2012 : 76) défendent que les banques et institutions financières ne prêtent guère aux premières venues, indépendamment de leur position de marché. Alors que leurs intérêts de profits les amènent à réguler leur offre de crédit, elles attribuent le gros de leur magot aux « champions » qui dominent un ou plusieurs secteurs.

À ce stade de notre compréhension de ce débat, cet argument de la *Monthly Review* nous semble convaincant. Cela dit, une démarche d'histoire comparée serait nécessaire afin d'analyser dans le fin détail si des liens « nationaux » persistent entre les institutions financières et les entreprises industrielles, en commençant par les pays de la Triade.

Le « libre-échange » aurait-il fait tomber les dernières barrières ?

La déréglementation du commerce international, fondée sur l'abolition des barrières tarifaires et nombre de lois régulant l'activité économique, aurait sapé les derniers vestiges du capitalisme monopoliste, selon Brenner (1999 : 35). Si la pénétration aux États-Unis de la concurrence allemande et japonaise à la fin des années 1960 semble concorder avec la fin de plusieurs dispositions protectionnistes, cet argument semble exagéré. Premièrement, une lecture attentive de la politique « libre-échangiste » états-unienne dégage clairement la stratégie dominante de la diplomatie commerciale américaine : ouvrir au maximum les marchés internationaux au capital « états-unien » en ouvrant au minimum l'économie domestique aux capitaux « étrangers ».

Au-delà d'une fin illusoire du protectionnisme, rappelons que celui-ci n'est qu'un type de barrière oligopolistique identifié par cette école sur... 22 ! Avec ou sans soutien étatique fondé sur des tarifs protectionnistes, subventions ou avantages fiscaux, les grandes entreprises ont donc plus d'une arme dans leur artillerie.

Par contre, les rivalités interétatiques conduisant divers États à soutenir « leurs » industries contre « celles » d'autres pays peuvent-elles représenter une sérieuse objection à l'école de la *Monthly Review* ? Brenner (2002) soutien un tel type d'argument lorsqu'il analyse le « Plaza Accord » et le « Reverse Plaza Accord », soit deux rondes de négociations internationales sur le réajustement politique des taux de change visant à relancer la croissance par les exportations et opposant les divers intérêts géo-politiques et économiques en présence. Cette avenue reste à mon sens à explorer pour trancher ce débat, d'autant plus qu'elle semble possible dans le contexte d'un ordre international de moins en moins marqué par le multilatéralisme.

Au-delà des riches objections précédentes, l'école de la *Monthly Review* fait remarquer qu'un tel débat sur la nature de la concurrence internationale aujourd'hui est souvent miné d'avance par cinq préjugés, qui seront seulement énumérés ici, faute d'espace :

- (1) *the tendency to think of economic categories exclusively in national, rather than international terms ;*
(2) *a fetishism of the « market », excluding the analysis of corporate power ;* (3) *what we have called « the ambiguity of competition » ;* (4) *the notion that financialization and new communication technologies have engendered unstoppable global competition ;* and (5) *a common category mistake at the international level that confuses competition between capitals with competition between workers* (Foster et McChesney, 2012 : 111).

Des enjeux avant tout politiques

Pour Foster et McChesney (2012), la question, à savoir si oui ou non, les grandes corporations possèdent divers pouvoirs de marché, est liée ultimement à une double critique de l'idéologie dominante. La première vise à contester

l'idée que le marché est un processus impersonnel, favorisant la meilleure efficacité économique, et qui exclut tout rapport de pouvoir par essence. La deuxième critique s'oppose à la croyance affirmant que le pouvoir économique est si diffus qu'aucune entreprise, ou groupe d'entreprises ne pourrait avoir un accès privilégié aux ressources de l'État, la démocratie étant équitable pour tous et toutes. Reconnaître que des oligopoles dominent réellement le monde, c'est reconnaître que ces préjugés ont leur place dans les poubelles de la mystification.

Conclusion

Mais où en sommes-nous maintenant, cinq ans après la crise de 2007-2008 ? Tout d'abord, si le capital dépend structurellement de la financiarisation pour s'accumuler, il devient plus compréhensible pourquoi les élites politiques ont si peu réglementé le capital financier, et cela même après la pire crise depuis la Grande Dépression. S'il est incontestable que cela témoigne d'une hégémonie des intérêts de Wall Street sur la classe politique, elle repose probablement sur la croyance macroéconomique qu'une nouvelle bulle spéculative est le meilleur espoir d'une relance économique, à court terme du moins.

Sur le terrain de la stratégie politique, les implications de la théorie de la *Monthly Review* sont énormes. La réglementation de la finance, certes nécessaire, est insuffisante car à elle seule, elle engendrerait les effets contraires de ceux recherchés, en laissant inchangés les problèmes de stagnation inhérents à la suraccumulation. Dans un tel contexte, la meilleure voie de sortie de crise serait d'utiliser la politique budgétaire de l'État aux fins d'un vaste programme d'investissements massifs à finalités sociales et écologiques. Or, nous avons vu précédemment comment les dépenses publiques font l'objet d'une hégémonie de la classe dominante. Face à cette réalité, seule une lutte acharnée des dominés, assumant pleinement le conflit de classes, serait en mesure de garantir l'application d'un tel programme, avec pour horizon définitif, le dépassement du capitalisme.

Enfin, il faut surtout comprendre que la stagnation est davantage un problème pour la majorité que pour le capital qui lui, continue de prospérer même après la crise. Sous le capitalisme, cela signifie pour la majorité un chômage rampant, une précarisation accrue, des rentrées fiscales réduites qui se traduisent par de nouvelles compressions, les peuples du monde étant secoués par l'enfer de l'austérité-stagnation. Alors qu'une croissance lente fut toujours considérée comme la preuve d'une faiblesse du capital, serions-nous devant un régime d'accumulation pour qui, la stagnation est un problème relégué à la société, témoignant plutôt de la force du capital monopoliste-financier ? Malheureusement, il semblerait bien que oui.

Bibliographie

- Aglietta, M., 1997, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Éditions Odile Jacob, 486 p.
- Amin, S., 2010, *The Law of Worldwide Value*, New York, Monthly Review Press, 144 p.
- Baragar, F. et Chernomas, R., 2012, « Profit without accumulation », *International Journal of Political Economy*, vol. 41 no 3, p. 24-40.
- Baran, P. A., 1962, *Political Economy of Growth*, New York, Penguin Books, 475 p.
- Baran, P. A. et Sweezy, P.M., 2013, « The Quality of Monopoly Capitalist Society – Culture & Communications », *Monthly Review*, vol. 65, no 3, p. 43-64.
- Baran, P. A. et Sweezy, P. M., 2012, « Some Theoretical Implications », *Monthly Review*, vol. 64, no 3, p. 24-69.
- Baran, P. A. et Sweezy, P. M., 1968, *Le capitalisme monopoliste – un essai sur la société industrielle américaine*, France, Éditions Maspero, 341 p.
- Brenner, R., 2006, *The Economics of Global Turbulence : The Advanced Capitalist Economies from Long Boom to Long Downturn, 1945-2005*, Londres et New York, Verso, 44 p.
- Brenner, R., 2002, *The Boom and the Bubble – The US in the World Economy*, Londres et New York, Verso, 303 p.
- Brenner, R., 1999, « Competition and Class : a Response to Foster and McNally », *Monthly Review*, vol. 51, no 7, p. 24-44.
- Crotty, J., 2000, *Slow Growth, Destructive Competition, and Low Road Labor Relations : A Keynes-Marx-Schumpeter Analysis of Neoliberal Globalization*, Political Economy Research Institute (PERI), University of Massachusetts Amherst, 54 p.
- Deleplace, G., 2007, *Histoire de la pensée économique – Du “royaume agricole” de Quesnay au “monde à la Arrow-Debreu”*, Paris, Dunod, 539 p.
- Foster, J. B., 2012, « A Missing Chapter of Monopoly Capital : Introduction to Baran & Sweezy's “Some Theoretical Implications” », *Monthly Review*, vol. 64, no 3, p. 1-23.
- Foster, J. B., 1999, « Is Overcompetition a Problem », *Monthly Review*, vol. 51, no 2, p. 28-37.
- Foster, J. B. et Magdoff, F., 2009, *The Great Financial Crisis – Causes and Consequences*, New York, Monthly Review Press, 160 p.

- Foster, J. B. et McChesney, R. W., 2013, «The Cultural Apparatus of Monopoly Capital : An Introduction », *Monthly Review*, vol. 65, no 3, p. 1-33.
- Foster, J. B. et McChesney, R.W., 2012, *The Endless Crisis – How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, New York, Monthly Review Press, 227 p.
- Foster, J. B. et McChesney, R. W., 2010, « Listen Keynesians, It's the System ! - Response to Palley », *Monthly Review*, vol. 61, no 11, p. 44-56.
- Gilles, P., 2009, *Histoire des crises et des cycles économiques – Des crises industrielles du 19^e siècle aux crises actuelles*, Paris, Armand Collin, 334 p.
- Glyn, A., 2006, *Capitalism Unleashed – Finance, Globalization and Welfare*, Oxford, Oxford University Press, 251 p.
- Heinrich, M., 2013, « Failure of the Falling Rate of Profit Theory – Marx's Studies in the 1870's », *Monthly Review*, vol. 64, no 11, p. 15-31.
- Kalecki, M., 1984, « Class Struggle and the Distribution of National Income », dans J. B. Foster et H. Szlajfer (dir.), *The Faltering Economy*, New York, Monthly Review Press, p. 77-90.
- Krippner, G. R., 2005, «The Financialization of the American Economy », *Socio-Economic Review*, vol. 3, no 2, p. 173-208.
- Lapavistas, C., 2011, « Theorizing Financialization, Work, Employment and Society », *Work Employment Society*, vol. 25, no 4, p. 611-626.
- Marx, K. (1993), *Le Capital - Livre I*, France, Quadrige/PUF, 940 p.
- Morin, F. (2011), *Un monde sans Wall Street*, Paris, Éditions du Seuil, 185 p.
- Orhangazi, O. (2011), “Financial” vs. “Real” – *An Overview of the Contradictory Role of Finance*, Political Economy Research Institute (PERI), University of Massachusetts Amherst, 33 p.
- Palley, T., 2010, « The Limits of Minsky's Hypothesis as an Explanation of the Crisis », *Monthly Review*, vol. 61, no 11, p. 28-43.
- Pineault, É., 2009, « Capital, valeur et réversibilité : recherche sur les fondements de l'approche marxienne du capital financier », dans O. Clain (dir.), *Marx philosophe*, Québec, Éditions Nota Bene, p. 211-259.
- Postone, M., 2009, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 587 p.
- Roy, William G., 1997, *Socializing Capital – The Rise of the Large Industrial Corporation in America*, Ewing, Princeton University Press, 338 p.

- Sweezy, P. M., 1991, « Monopoly Capital After Twenty-Five Years », *Monthly Review*, vol. 43, no 7, p. 52-57.
- Sweezy, P. M., 1984a, « Competition and Monopoly », dans J. B. Foster et H. Szlajfer (dir.), *The Faltering Economy*, New York, Monthly Review Press, p. 27-40.
- Sweezy, P. M., 1984b, « Some problems in the theory of capital accumulation », dans J. B. Foster et H. Szlajfer (dir.), *The Faltering Economy*, New York, Monthly Review Press, p. 41-56.
- Sweezy, P. M., 1981, *Four Lectures on Marxism*, New York, Monthly Review Press, 97 p.
- Sweezy, P. M., 1942, *Theory of Capitalist Development*, New York, Monthly Review Press, 398 p.
- Sweezy, P. M., Magdoff, H., 1987, *Stagnation and the Financial Explosion*, New-York, Monthly Review Press, 208 p.

Un développement limité et inégal : la diffusion du capitalisme en Europe occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles

Jonathan Viger

Dans le cadre du cours *Sociologie historique : méthode(s), concepts et débats*

Avec Frédérick Guillaume Dufour, Hiver 2013

La naissance européenne des sciences sociales modernes a joué un rôle important dans le développement eurocentré de ces dernières. Débutant avec des classiques comme Smith, Marx et Weber, des processus historiques d'envergure comme le développement du commerce, du capitalisme ou de la rationalité moderne ont tous été analysés comme ayant leur genèse en Europe occidentale (Frank, 1999 : 12-20). Ce développement se poursuit aux États-Unis avec l'apparition de la théorie de la modernisation selon laquelle l'occident représentait un stade supérieur de développement et présentait aux régions en développement ce que devrait être leur avenir (Rostow, 1971 ; Frank, 1999 : 20). C'est selon cette logique que s'est construite une distinction marquée entre l'Europe occidentale (incluant ses colonies de peuplement) et le reste du monde. Cette distinction a mené à la perpétuation du mythe de l'exceptionnalisme européen qui a reproduit un portrait idéalisé du développement européen occidental (Frank, 1999 ; Bhambra, 2011 : 667-669).

Toutefois, l'analyse de statistiques comparatives portant sur le développement européen durant le XIX^e siècle semble suggérer une version différente du développement européen. Le taux de croissance économique de l'Europe occidentale fut loin d'être exceptionnel tout au long de ce siècle, étant estimé par Paul Bairoch (1976 : 309) entre 0,9 et 1,0 %. Entre 1870 et 1913, le revenu national par habitant de l'Angleterre et de la France a augmenté plus lentement en comparaison avec la Colombie, le Brésil et le Mexique (Lewis, 1978 : p. 216 ; Furtado, 1963 : 162-165)¹.

¹ Pour plus de statistiques allant en ce sens, voir Halperin (1997 : 211-224) et Goldstone (2009 : 71-96).

En réaction à cette situation, cet article portera sur le développement de l'Europe occidentale continentale² au cours des XVIII^e et XIX^e siècles. Nous tenterons de démontrer que le développement de cette région, qui est en lien direct avec la diffusion du capitalisme, s'est fait beaucoup plus lentement que ce que laisse entendre le mythe du « miracle européen ». Comme nous le verrons plus loin, la diffusion du capitalisme sur la partie occidentale du continent se fait de façon très inégale, notamment en raison du fait que le capitalisme se superpose à un système absolutiste prémoderne et féodal (Teschke, 2002 et 2003).

Nous diviserons notre analyse en deux parties. La première se penchera sur l'hétérogénéité des trajectoires développementales européennes. Notre argument s'appuiera principalement sur les travaux de Brenner et Comninel qui démontrent les trajectoires divergentes du développement de l'Angleterre et de l'Europe continentale, exposant le développement historique spécifique du capitalisme en Angleterre (Brenner, 1989 ; Comninel, 1989, 2000 et 2003). Ces auteurs critiqueront du même coup la thèse libérale et marxiste de la révolution bourgeoise (Anderson, 1974) comme explication historique de la transition capitaliste. C'est à partir de cette distinction essentielle que nous tenterons de tracer, dans notre deuxième section, un bref portrait de la diffusion et du développement inégal et limité du capitalisme en Europe occidentale continentale jusqu'à la période des deux grandes guerres. Nous prendrons comme base les travaux de Rosenberg et Teschke sur le développement inégal et combiné du capitalisme (Rosenberg, 1996, 2005 et 2006 ; Teschke, 2002 et 2003), mais nous nous concentrerons par la suite sur l'aspect spatial de ce développement par l'entremise des écrits de Gramsci et d'Halperin, ce qui nous permettra d'en souligner les axes interrégionaux, transnationaux et intersectoriaux. (Gramsci, 1971, 1978 et 1992 ; Halperin, 1997 et 2004).

1. La divergence des trajectoires anglaises et continentales

Comme l'indique Comninel, l'idée d'une trajectoire de développement commune à l'Europe occidentale est répandue au sein des sciences sociales en général. Émanant de la tradition libérale, cette vision contribue à considérer le développement des sociétés capitalistes modernes comme un « progrès » naturel et universel dont l'occident, en tant qu'unité plus ou moins homogène, serait le porte-étendard (Comninel, 2000 : 1-2 et 2003). Comninel va tenter de critiquer cette vision dominante en soulignant les divergences dans les trajectoires de développement régional en Europe. L'un des points centraux de son argumentation est l'utilisation d'une théorie de la transition du féodalisme

² Nous utiliserons ce terme puisque nous en excluons l'Angleterre, où le développement du capitalisme s'est réalisé principalement de façon endogène. Les deux exemples utilisés seront la France et l'Italie, mais nous soutenons que notre thèse peut s'appliquer, dans des degrés différents, à la partie occidentale du continent européen.

au capitalisme différente de celle appliquée par ce que nous définirons comme la vision conventionnelle du développement européen. Ce faisant, Comninel base en grande partie cette distinction sur les travaux antérieurs de Robert Brenner, par lequel nous effectuerons un détour avant de poursuivre avec notre thèse principale.

2.1. Les discours opposés de la transition

Brenner, dans un ouvrage traitant de l'interprétation historique de la guerre civile anglaise, délimite deux théories concurrentes portant sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe. Paradoxalement, les deux théories ont comme point de départ un même auteur, Karl Marx, mais prennent leur source dans des ouvrages différents (Brenner, 1989 : 271-273).

2.1.1. La théorie de la révolution bourgeoise

La première de ces théories se base essentiellement sur *L'idéologie Allemande* et *Le Manifeste du Parti Communiste*. Le moteur de cette explication se trouve dans un développement constant de la division du travail qui est un reflet du niveau de développement des forces productives. Chaque stade dans le développement de la division du travail détermine les relations de classes (soit la forme d'exploitation) et de propriété ainsi que la forme que prend l'État. Ainsi, des modes plus sophistiqués d'organisation de la production se succèdent, corporatif, manufacturier et finalement industriel, au fur et à mesure que l'intensification de la compétitivité et le développement du commerce entraîne l'évolution des forces productives. Finalement, le capitalisme naît de la libération des forces productives des limites du féodalisme au travers de la révolution bourgeoise (Brenner, 1989 : 274-279).

Comme le souligne Brenner, cette approche est problématique en tant qu'elle se présente comme une théorie de la transition, puisqu'elle ne rend compte nulle part d'une transition d'un type de société vers un autre, mais présente plutôt la naissance et l'évolution d'un mode de production bourgeois distinct et sa supplantation du mode de production féodale. L'idée même de révolution devient obsolète puisque le développement du capitalisme se fait de façon naturelle et quasi automatique au travers de l'évolution des forces productives (Brenner, 1989 : 279-280).

Il ne faut pas s'étonner du rejet de cette théorie puisque c'est dans la tradition libérale remise en question par Comninel (Comninel, 2000 : 2 et 2003), et plus précisément chez Adam Smith (Smith, 1966) que Marx va chercher la base de cette théorie. En réalité, en attribuant au développement technique et commercial la capacité de générer un développement capitaliste indépendamment des relations sociales présentes à un moment donné, on peut douter du fait que Marx ne fasse bien plus que reproduire le modèle smithien (Brenner, 1989 : 282-284). C'est d'ailleurs ce qui peut expliquer comment

plusieurs auteurs marxistes ont repris cette théorie libérale du développement (Comninel, 2000 : 2).

2.1.2. *La théorie des relations de propriété*

À ce premier récit de la transition du féodalisme au capitalisme, Brenner en oppose un deuxième se basant sur deux oeuvres plus « matures » de Marx, soit *Le Capital* et les *Grundrisse*. Le concept de relations de propriété prend une place beaucoup plus centrale au sein du schéma explicatif. Ainsi, le lien entre les relations de propriété et de classe et le développement des forces productives est renversé, puisque c'est à l'intérieur d'un cadre déterminé par les relations de propriété que se développent les activités de production. La structure de propriété devient une contrainte fondamentale pesant sur l'action économique des acteurs. Les stratégies de reproduction des classes sociales sont déterminées par le fait que les producteurs directs, organisés en communauté paysanne, sont de facto propriétaires de leurs moyens de subsistance et que les seigneurs ont recours à des moyens extra-économiques afin d'extraire un surplus de la production paysanne et de se maintenir en tant que classe dominante (Brenner, 1989 : 286-291).

En ce sens, les catégories sociales « paysans » et « seigneurs » ont leurs propres logiques de reproduction qui se réalisent indépendamment de l'évolution de la sphère marchande (Wood, 2009 : 115-150). Marx reconnaît donc que chaque type de société possède sa propre logique de reproduction. Le noeud du problème n'est plus le développement commercial et l'évolution des forces productives, mais l'explication de la transformation des rapports de propriété féodaux en rapports capitalistes à partir de l'évolution du régime féodal lui-même. C'est au travers du processus d'accumulation primitive décrit par Marx dans *Le Capital*, par lequel les membres de l'aristocratie féodale vont briser le lien entre le paysan et la terre et se transformer en propriétaires terriens capitalistes, que la transition va s'opérer (Marx, 1963 : 715-733). L'accumulation primitive et la dépossession des paysans remplacent donc la révolution bourgeoise comme les moments marquants de la transition (Brenner, 1989 : 292-294).

2.2. *L'absolutisme et la voie continentale divergente*

Nous revenons maintenant à Comninel et la question centrale de cette section de l'article, soit la divergence dans les trajectoires de développement de l'Angleterre et celle de l'Europe occidentale continentale, que nous analyserons au travers de l'exemple du cas français. En se référant aux travaux de Brenner, Comninel en arrive à la conclusion que l'enclenchement du processus de développement du capitalisme en Angleterre fut le résultat d'un ensemble de relations sociales distinctes qui ne se reproduisirent pas sur le continent. Contrairement à la campagne anglaise où le maintien d'un pouvoir royal fort

permis la reproduction d'une classe de paysans libres, l'effondrement du pouvoir royal français va entraîner une fragmentation de la souveraineté politique de sorte que la seigneurie banale française va s'édifier comme unité politique souveraine exerçant un contrôle total sur la population paysanne (Comminel, 2000). Ces rapports de propriété distincts mèneront le féodalisme français dans une toute autre direction que celle de la campagne anglaise. Plutôt que de mener au développement du capitalisme, cette forme de féodalisme va plutôt déboucher sur l'ère absolutiste qui marquera le continent européen à partir du XIV^e siècle.

Nous nous baserons principalement sur les travaux de Perry Anderson afin de définir la structure du système absolutiste (Anderson, 1974). Le récit d'Anderson débute avec l'abolition du servage qui remet en cause le pouvoir politique et coercitif direct des seigneurs et qui va contribuer à la dissolution de l'unité cellulaire d'oppression politique et économique que représentait la seigneurie banale. Toutefois, ce pouvoir va se reconstruire ailleurs au travers d'un déplacement du lieu de coercion politico-juridique vers un sommet centralisé et militarisé, soit l'État absolutiste (*ibid.* : 18-21). En ce sens, l'absolutisme représente un changement dans le mode d'organisation politique, mais pas dans le mode d'extraction extra-économique des surplus. Les classes féodales vont être absorbées par l'État, mais demeurent dominantes et la rente féodale prend le « déguisement » de la taxe royale.

Anderson insiste donc sur le caractère prémoderne et précapitaliste de l'ère absolutiste, allant ainsi à l'encontre des théories wébériennes qui datent l'apparition de l'État moderne durant la période absolutiste (Mann, 1986 ; Tilly, 1985). Ainsi, malgré l'apparence de modernité, les structures des monarchies absolutistes européennes représentent « des compositions insolites et hybrides dont le modernisme de surface révèle fréquemment un archaïsme profond » (Anderson, 1974 : 28). Il souligne en quelque sorte la « fausse modernité » du système absolutiste qui pervertissait des institutions qui allaient par la suite se développer pour donner naissance à l'État moderne. Il va d'ailleurs faire une liste de ces institutions, l'armée, la bureaucratie, le système de taxation, la diplomatie et le commerce et démontrer leur caractère archaïque au sein du système absolutiste (*ibid.* : 37-39).

Toutefois, malgré son caractère précapitaliste, la définition d'Anderson de la période absolutiste comprend également un récit d'un développement « sous-terrain » du capitalisme. L'introduction du droit romain, dont le but premier fut de compenser la perte de pouvoir politique de l'aristocratie par un pouvoir économique accru basé sur un renforcement des droits de propriété, va avoir la conséquence non intentionnelle de permettre le développement de la bourgeoisie et du commerce à l'intérieur des villes qui provoquera ultimement

la crise du régime absolutiste et l'avènement du capitalisme sous la forme d'une révolution bourgeoise (Anderson, 1974 : 28 et 43).

2.3.1. Une alliance pré-capitaliste : L'aristocratie et la bourgeoisie sous l'ère absolutiste

La principale raison qui mène Anderson à décrire l'avènement du capitalisme dans les termes d'une révolution bourgeoise est le fait qu'il considère l'aristocratie et la bourgeoisie comme des classes qui sont nécessairement en opposition, à l'instar de la tradition smithienne (Brenner, 1989 : 297). Ce raisonnement vient non seulement du fait qu'il considère d'emblée la bourgeoisie comme capitaliste, mais également du fait qu'en insistant sur le fait que l'aristocratie féodale demeure la classe dominante durant tout le début de l'ère moderne (Anderson, 1974 : 18), il sous-estime les transformations au sein de la constitution de cette classe dominante durant l'ère absolutiste (Teschke, 2003 : 161).

La vente d'offices et les privilèges qui furent associés à l'État absolutiste n'attirèrent pas seulement la classe féodale traditionnelle, mais également le capital mercantile provenant des villes. De cette façon, la monarchie devint progressivement liée à un corps croissant d'officiers provenant des milieux de la finance et du commerce qui cherchaient à tirer bénéfice de leur propriété privée dans l'État. Le résultat fut une alliance de classe entre la monarchie, l'ancienne classe féodale et la bourgeoisie urbaine (Teschke, 2003 : 162). Contrairement au récit d'Anderson, la bourgeoisie médiévale naissante ne fut pas le fer de lance d'une révolution capitaliste, mais lia progressivement son sort avec celui de l'État absolutiste dans sa recherche de profits.

Suivant l'analyse de Comninel, la bourgeoisie de cette époque ne fut certainement pas une classe capitaliste comme l'entend Anderson. En fait, il n'existait pas de frontière sociale entre l'aristocratie et la bourgeoisie si ce n'est que des titres de noblesse, et ceux-ci pouvaient être facilement obtenus par l'entremise de l'État. Les principales formes de propriété de la bourgeoisie furent les mêmes que celles de la noblesse, soit la terre, les offices et les rentes, de sorte que le terme bourgeois fut utilisé simplement pour décrire une personne non noble disposant de suffisamment de propriété (Comninel, 1987 : 180-182). C'est en ce sens que Sandra Halperin parle d'une fusion entre l'aristocratie traditionnelle et la bourgeoisie durant le début de l'ère moderne en Europe occidentale. Les deux ne furent pas des classes séparées et en opposition comme l'entend Anderson, mais représentent plutôt deux factions d'une seule classe dominante héritée de la période absolutiste (Halperin, 1997 : 86).

En présentant l'absolutisme comme une phase de transition longue vers le capitalisme, Anderson reproduit donc essentiellement le modèle smithien critiqué par Brenner et Comninel. Selon ce modèle, la Révolution française

devient l'événement symbolisant la victoire de la bourgeoisie sur le continent (Comninel, 2000 : 2). Toutefois, en accord avec la seconde théorie de la transition présentée par Brenner ainsi que notre portrait historique de la divergence entre les trajectoires du féodalisme anglais et celui du continent, nous rejetons l'idée que la Révolution française présente le point culminant d'un processus du développement endogène du capitalisme en Europe occidentale continentale. Suivant cette logique, Comninel a produit une interprétation de la Révolution française comme le résultat d'un conflit de classes à l'intérieur d'une société non capitaliste et rejette du même coup le concept de révolution bourgeoise (Comninel, 1989). À la limite, la Révolution française peut cadrer à l'intérieur d'une définition minimale de la révolution bourgeoise, soit une révolution créant des conditions politiques propices au capitalisme sans toutefois mener directement à son développement (Mooers, 1991 : 1-4 et 33-40).

3. Le développement inégal du capitalisme en Europe continentale

Benno Teschke, dans sa définition du système absolutiste européen, reprend plusieurs éléments de la définition proposée par Anderson, en mettant l'accent sur le caractère non capitaliste et non-moderne de cette période. Toutefois, suivant Brenner et Comninel, ce dernier rejette la thèse de la transition présente dans le texte d'Anderson. En épurant ainsi le régime absolutiste de la présence d'une bourgeoisie capitaliste et en tenant compte des relations de propriété qui étaient en place, on en vient à la conclusion que les classes continuèrent à se reproduire indépendamment du marché et que la logique des producteurs demeurait la subsistance (Teschke, 2002 : 10). Contrairement à Anderson, Teschke considère le système absolutiste comme un cul-de-sac en ce qui a trait à son potentiel de modernisation (Teschke, 2003 : 192), ce qui explique la divergence des trajectoires de développement européennes :

While in the English countryside, capitalist social property relations has set off the Agricultural Revolution by the late 16th century, France (and most other West European continental states) continued to be a country of small peasant proprietors based on pre-capitalist patterns of land tenure, involving sub-division of plots, non-specialization and the persistence of Malthusian eco-demographic cycles. The economic structure imposed definitive limits to economic growth. Henceforth, the long term economic and political trajectories of England/Britain and France and the rest of the Continent were to diverge substantially (Teschke, 2002 : p. 11).

3.1. Un développement géopolitiquement médiatisé

Suivant cette logique, il reste à déterminer comment le capitalisme s'est diffusé sur le continent. C'est ici que Teschke introduit la thèse d'un développement géopolitiquement médiatisé du capitalisme. Teschke base fortement ce concept sur le travail de Justin Rosenberg. Au travers d'une critique du nationalisme méthodologique présent en science sociale et dans sa recherche d'une définition sociologique de l'international, Rosenberg va proposer le concept de

développement inégal et combiné qu'il emprunte à Trotsky. Ce concept propose une conception du changement social qui prend en compte les interactions entre différentes sociétés « inégales », soit de différentes tailles, de différentes formes culturelles et à des niveaux de développement matériel différents. Chaque société est ainsi intégrée à l'intérieur d'un champ social plus large marqué par une interaction entre différentes trajectoires de développement (Rosenberg, 2006).

En considérant cette interaction intersociétale, les pays moins développés subissent une pression modernisatrice constante de la part des pays plus développés afin de pouvoir conserver leur position au sein du système interétatique. Cette pression géopolitique pousse les pays « en retard » à tenter d'imposer des modèles d'organisation sociopolitiques plus progressifs. L'imposition « par le haut » de ces modèles sur la structure sociale préexistante va créer des amalgames particuliers d'éléments neufs et anciens, ce qui explique la multiplicité des trajectoires de développement du capitalisme (Rosenberg, 1996).

C'est à partir de ce concept que Teschke va tenter de rendre compte de la diffusion du capitalisme en Europe occidentale continentale. Le point de départ est l'émergence en Angleterre de rapports de propriété capitalistes. Le capitalisme va donner naissance en Angleterre au premier État moderne en conséquence du phénomène de séparation de la sphère politique et économique qui en résulte (Teschke, 2002 et 2003 ; Rosenberg, 1994 ; Wood, 2009). L'exploitation de la classe dominante se faisant de façon purement économique, l'État n'a plus besoin d'intervenir dans le processus de production et d'extraction des surplus. L'État peut se contenter d'assurer légalement les contrats qui se réalisent à présent entre citoyens libres et égaux politiquement. Cette situation permet ainsi une dépersonnalisation et une centralisation du pouvoir politique au sein de l'État moderne (Teschke, 2002 : 31).

Cette transformation de l'État anglais eut des conséquences sur la façon selon laquelle celui-ci transforma sa politique étrangère vers la fin du XVII^e siècle. L'augmentation de la productivité qui fut le résultat de la transition au capitalisme permit à l'État anglais de se libérer de la pression de l'accumulation politico-économique qui pesait sur l'État absolutiste. De plus, le glissement du pouvoir politique souverain du monarque vers le parlement permit à l'Angleterre de sortir de la politique étrangère dynastique de l'Europe (Teschke, 2002 : 32).

Ainsi, au lieu de s'intéresser aux gains territoriaux et aux conflits dynastiques européens, l'Angleterre prit plutôt le rôle de gardien de l'équilibre continental, dont le but premier fut d'empêcher la concrétisation des visées universelles des absolutismes continentaux. Une conséquence indirecte de cette politique fut l'épuisement graduel du modèle absolutiste dans un contexte de guerre

perpétuelle européen. La faible productivité de l'économie, l'absence d'un système financier moderne et le coût montant des efforts de guerre vont entraîner l'État dans une spirale de crises financières (Teschke, 2003 : 263). C'est à partir de cette crise de l'absolutisme occidental que les classes dominantes issues de l'absolutisme continental furent contraintes d'importer le modèle social capitaliste anglais (Teschke, 2002 : 37).

3.2. *Le concept de révolution passive et la question spatiale chez Gramsci.*

Suivant notre réflexion, nous pouvons donc affirmer que le développement du capitalisme en Europe occidentale continentale ne s'est pas fait, comme l'entend l'historiographie libérale, sur la base d'un esprit bourgeois libéral et compétitif, mais plutôt au travers des moeurs de la classe dominante traditionnelle (Haperin, 1997 : 15). C'est cette réalité que Trotsky tente de décrire lorsqu'il parle d'un amalgame d'éléments neufs et anciens, capitalistes et précapitalistes (Rosenberg, 1996 et 2006).

Antonio Gramsci a développé la compréhension de ce processus plus en détail au travers de son concept de révolution passive. Ce concept représente pour Adam David Morton une extension du principe de développement inégal et combiné puisqu'une fois que le développement du capitalisme est apparu de façon endogène en Angleterre, ce processus ne s'est jamais répété ailleurs en Europe, mais s'est constitué en différentes trajectoires de développement prises en charge par l'État et les classes dominantes traditionnelles (Morton, 2005 : 508-509). En ce sens, le concept de révolution passive en vient à signifier la transformation de la société dans la direction du capitalisme tout en excluant la participation active des masses dans ce processus : « *All history from 1815 onwards shows the efforts of the traditional classes to prevent the formation of a collective will [...] and to maintain economic corporate power in an international system of passive equilibrium* » (Gramsci, 1971 : 132). Malgré que ce processus fut marqué par de violentes turbulences sociales, les limites en terme de cohésion et de conscience de classe des groupes subordonnés dominés par une paysannerie morcelée et incapable d'organiser une résistance soutenue ont permis un changement social dominé par une élite dominante héritée de l'absolutisme (Morton, 2005 : 510-513).

Contrairement à l'historiographie libérale et aux théories de la révolution bourgeoise qui impliquent un développement endogène, national et relativement uniforme, ce concept laisse plutôt présager un développement économique régionalement limité prenant en compte le fait que celui-ci est monopolisé par une vision élitiste étroite qui cherche principalement à reproduire sa position de classe dominante (Morton, 2005 : 512).

En ce sens, alors que l'essentiel de la littérature sur l'utilisation du concept de développement inégal et combiné en sociologie historique des relations internationales se concentre sur l'apport de Trotsky (Rosenberg, 1996, 2005 et

2006 ; Allinson et Anievas, 2009 ; Ashman, 2009 ; Dunn et Radice, 2006), nous nous rangeons du côté de Adam David Morton, Bob Jessop et Edward Said en affirmant l'apport potentiel de Gramsci à la théorie du développement inégal et combiné du capitalisme (Morton, 2005, 2007a, 2007b et 2010 ; Jessop, 2005 ; Said, 2000). Gramsci procède non seulement à une historicisation, mais à une spatialisation de ces catégories analytiques. Cette attention à la spatialité des processus sociaux vient principalement de son traitement de la formation étatique italienne. Alors que les sciences sociales se développaient autour d'un nationalisme méthodologique (Rosenberg, 2006 : 310-312), la faible intégration nationale de l'Italie faisait dire à Gramsci que les échelles locales et régionales demeuraient dominantes sur l'échelle nationale (Jessop, 2005 : 426).

En tenant compte des différentes échelles, locales, régionales, nationales et transnationales et de leur interpénétration, Gramsci en arrive à théoriser une division nord/sud afin de rendre compte des disparités régionales dans le processus de développement du capitalisme sur le continent (Morton, 2007b : 605-607, 2010 : 326-327). Cette division est exemplifiée dans son traitement du sous-développement de la région du sud italien :

Industrialism, which is the essential part of capitalism, is very weak in Italy. Its possibilities for development are limited, both because of the geographical situation and because of the lack of raw materials. It therefore does not succeed in absorbing the majority of the Italian population (4 million industrial workers exist side by side with 31/2 million agricultural workers and 4 million peasants). To industrialism, there is counterposed an agriculture which naturally presents itself as the basis of the country's economy (Gramsci, 1978 : p. 343).

Ainsi, le développement n'est pas seulement inégal entre les nations, mais à l'intérieur de celles-ci, chaque État étant traversé par différents axes interrégionaux et intersectoriaux de développement (Gramsci, 1971 : 182 ; Morton, 2007a : 603).

3.3. Le régionalisme comme un héritage du féodalisme

Cette discussion de la question spatiale chez Gramsci nous mène à nous interroger sur l'héritage territorial de l'absolutisme à partir duquel le capitalisme va se développer. Alors que le « mythe du traité de Westphalie » confond souveraineté absolutiste et souveraineté moderne, Anderson et Teschke nuancent le caractère moderne et centralisé de l'État absolutiste (Anderson, 1974 ; Teschke, 2003). En réalité, l'utilisation du terme absolutisme est erronée puisque le pouvoir du monarque ne fut jamais absolu, les monarques européens ne parvinrent donc jamais à achever la centralisation administrative ou l'unification juridique face aux particularismes corporatistes, aux hétérogénéités régionales et à la persistance de corps politiques traditionnels situés en dessous d'eux. L'unité du système dépendait ainsi des rapports de classes au sein de l'alliance entre la monarchie et l'ancienne aristocratie terrienne qui conservait un pouvoir autonome de celui de l'État (Anderson, 1974 : 51-53).

En ce sens, même si les États absolutistes occidentaux possédaient des frontières délimitant les territoires appartenant à un souverain ou à un autre, ces territoires représentaient plutôt des agrégats géographiques, gouvernés par différents codes de lois et différents régimes de taxation. Le caractère fluctuant de la territorialité absolutiste, soumis à la politique dynastique européenne, posait plusieurs problèmes en ce qui a trait à la cohésion administrative interne, composant des ensembles territoriaux multiethniques de traditions différentes avec très peu en commun sinon un même monarque. Ainsi, en France il existait différents codes de lois, différents régimes de taxation et privilèges qui étaient défendus par des centres locaux de pouvoir indépendants (Teschke, 2002 : 23-24).

Ainsi, à l'instar du traitement de l'Italie par Gramsci, le statut de la territorialité héritée du système absolutiste va dans le sens d'une remise en question de la centralité de l'échelle nationale dans l'explication du développement du capitaliste sur le continent. La coexistence de différents codes de lois va rendre difficile la consolidation de marchés domestiques (Halperin, 1997 : 22-52). Comme nous le verrons, le développement du capitalisme ne va pas contrer cette fragmentation régionale de l'Europe occidentale du début de l'ère moderne, mais va plutôt contribuer à sa reproduction.

3.4. Un développement dualiste

La vision de l'avènement du capitalisme produit par la tradition libérale et la théorie de la révolution bourgeoise tend à présenter un changement drastique. Cette perception émerge principalement du fait, que la bourgeoisie et l'aristocratie, comme le présente Anderson (Anderson, 1974) sont perçues comme des classes fondamentalement opposées, le capitalisme ainsi porté par la bourgeoisie chercherait donc à éliminer toutes traces et obstacles que représentaient l'ancien régime (Brenner, 1987 : 279-280 ; Halperin, 2004 : 24). Contrairement à cette approche, nous avons plutôt présenté la continuité entre la période absolutiste et le début de l'ère moderne par l'entremise du concept de révolution passive qui démontre comment le développement du capitalisme s'est fait au travers de la médiation de la classe dominante traditionnelle (Morton, 2005, 2007a, 2007b et 2010). Le processus de transition se fait donc progressivement, ce que Gramsci décrit comme un mouvement de « révolution-restauration » afin de rendre compte de la combinaison dialectique d'éléments progressifs et réactionnaires (Gramsci, 1992 : 137). Nous allons maintenant renchéir sur les liens entre le concept de révolution passive et le développement limité et régionalement inégal du capitalisme au travers des travaux de Sandra Halperin (Halperin, 1997 et 2004) sur le concept de développement dual qu'elle définit comme suit :

Industrial expansion in Europe was characterized by dualism and monopoly, a lack of internal structural integration, and dependency on outside capital, labor, and markets. It was shaped not by a liberal, competitive ethos but by monopoly and by rural, pre-industrial, feudal, and autocratic structures of power and authority. These structures enabled dominant classes to preserve the traditional bases of their political and economic power, monopolize gains from industrial expansion, and exclude other classes and groups from political and economic life (Halperin, 2004 : p. 14).

Si les classes dominantes des régimes absolutistes occidentaux ont entamé de leur propre chef de transformer la structure sociale qu'elles dominaient, c'est qu'elles ressentaient une menace à leur position dominante. Comme nous l'avons vu plus haut, les pressions de l'État de guerre quasi permanent sur le continent européen ont entraîné les monarchies absolutistes dans une crise prolongée (Teschke, 2002, 2003). C'est devant ce danger d'effondrement du système absolutiste et la remise en cause de leur position dominante que ces classes ont cherché à importer le modèle capitaliste anglais. C'est donc avec l'intention de reconstruire et renforcer leur pouvoir social que les classes traditionnelles ont imposé une transformation capitaliste « par le haut » (Gramsci, 1971 : 132 ; Halperin, 2004 : 18).

Le processus d'industrialisation capitaliste n'est pas un choix technologique sans conséquences sociales, mais implique un réarrangement des relations sociales et une nouvelle logique gouvernant celles-ci (Rosenberg, 2005 : 40). Ainsi, comme l'indique Halperin, les changements sociaux entraînés par l'industrialisation engendrent des problèmes pour la classe dominante :

The most acute problem that arose as industrial capitalist production began to expand in the nine-teenth century was how to mobilize a mass of workers for the expansion of production while at the same time maintaining their subordination to capital. The dominant solution to this problem was to very slowly and selectively introduce mechanization while predominantly using methods of production that kept workers unskilled and kept labor, as a whole, fragmented and poorly paid. However, this solution raised an additional problem. If the standard of consumption of the mass of the national population remained the same or was reduced, where would consumers be found for the products of expanded production (Halperin, 2004 : 35) ?

Les classes dominantes se trouvent ainsi face à un dilemme, incapables d'éviter le changement social devant la menace d'effondrement de l'ordre absolutiste, celles-ci cherchent toutefois à conserver les bases non capitalistes de leur pouvoir social (Trotsky, 1961 : 25). C'est face à ces problèmes que va s'opérer le système dualiste marquant le développement du capitalisme sur le continent. Ce système est marqué par un double mouvement, premièrement, une restriction interne, et deuxièmement, une expansion externe. La solution fut donc, afin de réaliser la valeur sans une démocratisation de la consommation, de se tourner vers l'extérieur, autant vers les classes dominantes d'autres régions européennes qu'au travers d'un processus de colonisation (Halperin, 1997 : 115-142 et 2004 : 29-47).

Ainsi, contrairement aux thèses marxistes classiques de l'impérialisme (Bukharin, 1972 ; Lenin, 1973), l'expansionnisme du capitalisme ne fut pas un

résultat inévitable d'une phase de saturation des économies nationales, mais le résultat d'une stratégie dualiste de la part des classes dominantes. Le développement d'opportunités d'investissements à l'extérieur leur permettait ainsi de conserver leur position monopolistique sur un marché domestique limité tout en stimulant une demande externe (Halperin, 1997 : 137). Cet exode des capitaux a nuí énormément au développement horizontal de l'industrie domestique. Loin d'être saturée, celle-ci souffrait plutôt d'une famine d'investissements (Lévy, 1951 : 228 ; Cairncross, 1953 : 225 ; Cameron, 1961 : 123 et 152 ; Lewis, 1972 : 27-58).

À défaut d'avoir été entraîné par une classe bourgeoise nationale, le développement économique capitaliste en Europe continentale s'est réalisé en grande partie sur la base des capitaux étrangers émanant initialement de l'Angleterre capitaliste et suivant plus ou moins un axe ouest-est (Halperin, 1997 : 130-131 ; Trebilcock, 1981). Ce réseau d'investissements étrangers fut supporté par la formation graduelle d'une élite européenne transnationale (Van Der Pijl, 1984 et 1998 : 98-135 ; Halperin, 2004 : 29-34). En fait, contrairement à la vision d'un développement national, Rosenberg et Teschke confirment le caractère transnational du développement du capitalisme, et ce, dès sa genèse (Rosenberg, 1994 et 2005 : 15-26 ; Teschke, 2003 : 262-269).

Suivant cette logique, contrairement à la théorie de la modernisation (Rostow, 1971) qui a joué un rôle important dans la construction du mythe du « miracle européen » (Frank, 1999 : 12-27), le développement d'industries de pointe n'a pas rempli la fonction de « locomotive » de la croissance économique nationale en entraînant les secteurs traditionnels dans son sillon (Halperin, 2004 : 79). C'est ici que la remise en cause des catégories spatiales du développement et le rejet la domination de l'échelle nationale par Gramsci (Morton, 2005, 2007a, 2007b et 2010 ; Jessop, 2005 ; Said, 2000) prend son sens. C'est au travers d'axes de développement interrégionaux, transnationaux et intersectoriaux que s'est façonnée la division Nord/Sud présentée par Gramsci (Gramsci, 1978 : 343) :

Because of the essentially transnational nature of European society and the similarities and interdependencies that it created among states, as the various economies of Europe began to expand in the nineteenth century, their advanced sectors were tied more closely to those within the economies of other European countries than to the more backward sectors within their own. As a result, Europe's economic expansion took place within, and was crucially shaped by, an increasingly interdependent industrial system. Since interdependent parts must grow in some sort of balance if profitability is to be maintained, the advanced sector in one country had an interest in supporting and maintaining the growth of advanced sectors in other countries, thus reinforcing and maintaining the uneven and dual pattern of economic expansion characteristic of industrial capitalist development everywhere in Europe. In the nineteenth century, as a result of the structural relations of connection and interaction that constituted the trans-European class, similar relations were established in sites of production, and they were reproduced, in similar ways, by their maintenance throughout the social formation (Halperin, 2004 : 33-34).

En ce sens, le portrait du développement de l'industrie capitaliste sur la partie occidentale du continent en est un combinant des secteurs industriels modernes orientés vers et dépendant des marchés extérieurs formant des enclaves au milieu d'un arrière-pays principalement organisé autour d'une agriculture précapitaliste, ces enclaves n'étant pas en lien avec les autres secteurs de l'économie domestique, mais avec de telles enclaves se trouvant dans d'autres régions (Halperin, 1997 : 115-141 et 2004 : 40). Ainsi, comme le mentionne Comninel, le « problème paysan » a persisté durant une longue période sur le continent :

There was also the difficulty of the 'peasant problem'. Nothing comparable to the English 'solution' of enclosures developed anywhere else, and virtually everywhere, aside from the English settler colonies, the traditional peasant community weighed to a greater or less extent upon the growth of capitalism. The French peasantry certainly proved among the most tenacious. In any event, well into the twentieth century, French capitalist development 'lagged' in both industry and agriculture, only really catching up after the Second World War (Comninel, 2000 : 48).

4. Conclusion

Donc, en conclusion, si nous revenons sur notre question centrale, nous comprenons mieux les statistiques mentionnées plus haut (Bairoch, 1976 : 309 ; Lewis, 1978 : 216 ; Furtado, 1963 : 162-165 ; Halperin, 1997 : 211-224 ; Goldstone, 2009 : 71-96) en ce qui a trait à la comparaison entre le développement économique européen et ailleurs dans le monde. Nous avons non seulement remis en question la vision smithienne du développement capitaliste européen comme un tout homogène (Comninel, 2000 : 1-2 et 2003) et soulignant la divergence des trajectoires nationales, mais en questionnant les catégories spatiales de développement, nous en sommes arrivé à souligner les axes transnationaux, interrégionaux et intersectoriaux du développement de l'industrie capitaliste sur le continent. Loin du miracle annoncé par la tradition libérale, le développement européen fut limité et inégal. Ce ne fut pas avant l'aube du XX^e siècle et spécialement durant la période 1914-1945, avec l'intégration des masses à l'effort de guerre et l'effondrement final des anciens régimes, que le capitaliste continental prit réellement son plein essor (Halperin, 1997 et 2004 ; Teschke, 2002 : 37 ; Comninel, 2000 : 48).

Nous terminerons sur l'importance de la question spatiale pour la discipline de la sociologie historique. Même si, parmi d'autres, Rosenberg et Teschke ont soulevé de façon critique le traitement de la question territoriale dans les sciences sociales (Rosenberg, 1996, 2005 et 2006 ; Teschke, 2002, 2003), nous avons vu avec Gramsci, l'importance de la question spatiale dans l'analyse du changement social (Gramsci, 1971 et 1992 ; Morton, 2005, 2007a, 2007b et 2010 ; Jessop, 2005 ; Said, 2000). D'ailleurs, il n'est donc pas surprenant d'apprendre la formation de Gramsci à la discipline de la géographie (Jessop, 2005 : 422). En ce sens, c'est peut-être vers cette discipline, avec, par exemple, les travaux de David Harvey (Harvey, 2010), que la sociologie historique

pourrait se tourner pour parvenir à une spatialisation des catégories analytiques du développement.

Bibliographie

- Allinson, J. et Anievas, A., 2009, « The uses and misuses of uneven and combined development : an anatomy of a concept », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, no 1, p. 47-67.
- Anderson, P., 1978, « Chapitre 1 et 2 », *L'État absolutiste*, Paris, Maspero, p. 15-61.
- Ashman, S., 2009, « Capitalism, uneven and combined development and the transhistoric », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, no 1, p. 29-46.
- Bairoch, P., 1976, « Europe Gross National Product, 1800-1975 », *Journal of European Economic History*, vol. 5, no 2, p. 273-340.
- Bhambra, G. K., 2011, « Talking Among Themselves ? Weberian and Marxist Historical Sociologies as Dialogues Without "Others" », *Millenium. Journal of International Studies*, vol. 39, no 3, p. 667-681.
- Brenner, R., 1989, « Bourgeois Revolution and Transition to Capitalism », A. L. Beier et al. (dir.), *The First Modern Societies. Essays in English History in Honour of Lawrence Stone*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 271-304.
- Bukharin, N. I., 1972, *Imperialism and World Economy*, Londres, Merlin Press.
- Blackburn, R., 2010, *The Making of New World Slavery. From the Baroque to the Modern 1492-1800*, Londres, Verso.
- Cairncross, A. K., 1953, *Home and Foreign Investment, 1870-1914*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Cameron, R., 1961, *France and the Economic Development of Europe, 1800-1914*, Princeton, Princeton University Press.
- Comninel, G. C., 1987, *Rethinking the French Revolution : Marxism and the Revisionist Challenge*, Londres et New York, Verso.
- Comninel, G. C., 2000, « English Feudalism and the Origins of Capitalism », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 27, no 4, p. 1-53.
- Comninel, G. C., 2003, « Historical Materialist Sociology and Revolutions », dans G. Delanty et E.F. Isin (dir.), *Handbook of Historical Sociology*, Londres, Sage.
- Dunn, W., et Radice, H. (dir.), 2006, *100 years of permanent revolution : results and prospects*, London, Pluto.

- Frank, A. G., 1999, *ReOrient : Global Political Economy in the Asian Age*, Berkeley, California University Press.
- Furtado, C., 1963, *The Economic Growth of Brazil : A Survey from Colonial to Modern Times*, Berkeley, University of California Press.
- Goldstone, J., 2009, *Why Europe ? The Rise of the West in World History 1500-1850*, Boston, McGraw Hill.
- Gramsci, A., 1971, *Selections from the Prison Notebooks*, Londres, Lawrence and Wishart.
- Gramsci, A., 1978, *Selections from Political Writings, 1921-1926*, Londres, Lawrence and Wishart.
- Gramsci, A., 1992, *Prison Notebooks, vol. 1*, New York, Columbia University Press.
- Halperin, S., 1997, *In the Mirror of the Third World : Capitalist Development in Modern Europe*, Londres et Ithaca, Cornell University Press.
- Halperin, S., 2004, *War and Social Change in Modern Europe : The Great Transformation Revisited*, Cambridge, Cambridge university Press.
- Harvey, D., 2010, *Géographie et Capital : Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse.
- Jessop, B., 2005, « Gramsci as a Spatial Theorist », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, vol. 8, no 4, p. 421 - 437.
- Lenin, V. I., 1973, *Imperialism, the highest state of capitalism : a popular outline*, Londres, Merlin Press.
- Lévy, M., 1951. *Historie économique et sociale de la France depuis 1848*. Paris, Institut d'Etudes Politiques.
- Lewis, W. A., 1972, « The Historical Record of International Capital Movements to 1913 », dans J. H. Dunning (dir.), *International Investment : Selected Readings*, Harmondsworth, Penguin, p. 27-58.
- Lewis, W. A., 1978, *Growth and Fluctuation, 1870-1913*, Londres, Allen & Unwin.
- Mann, M., 1986, *The sources of Social Power : Vol. 1. A History of Power from the Beginning to A.D. 1760*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mooers, C., 1991, *The Making of Bourgeois Europe*, Londres et New York, Verso.
- Morton, A. D., 2005, « The Age of Absolutism ; capitalism, the modern states-system and international relations », *Review of International Studies*, vol. 31, no 3, p. 495-517.

- Morton, A. D., 2007a, « Disputing the geopolitics of the states system and global capitalism », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no 4, p. 599-617.
- Morton, A. D., 2007b, « Waiting for Gramsci ; State Formation, Passive Revolution and the International », *Millenium Journal of International Studies*, vol. 35, no 3, p. 597-621.
- Morton, A. D., 2010, « The continuum of passive revolution », *Capital and Class*, vol. 34, no. 3, p. 315-342.
- Rosenberg, Justin, 1994, *The Empire of Civil Society*, Londres et New York, Verso.
- Rosenberg, J., 1996, « Isaac Deutscher and the Lost History of International Relations », *New Left Review*, no 215, p. 3-15.
- Rosenberg, J., 2005, « Globalisation Theory : A Post Mortem », *International Politics*, vol. 42, no 1, p. 2-74.
- Rosenberg, J., 2006, « Why is There No International Historical Sociology ? », *European Journal of International Relations*, vol. 12, no 3, p. 307-340.
- Rostow, W. W., 1971, *Politics and the Stages of Growth*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Said, E. W., 2000, *Reflections on exile and other literary and cultural essay*, Londres, Granta.
- Shilliam, R., 2009, « The Atlantic as a Vector of Uneven and Combined Development », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, no 1, p. 69-88.
- Smith, A., 1966, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Osnabrück, Otto Zeller.
- Teschke, B., 2002, « Theorising the Westphalian System of States : International Relations from Absolutism to Capitalism », *European Journal of International Relations*, vol. 8, no 1, p. 5-48.
- Teschke, B., 2003, *The Myth of 1648. Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*, Londres et New York, Verso.
- Tilly, C., 1985, « War Making and State Making as Organised Crime », dans Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer and Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Trebilcock, C., 1981, *Industrialization of the Continental Powers 1780-1914*, Londres, Longmans.
- Trotsky, L., 1961, *The History of the Russian Revolution*, New York, Pathfinder.

Van der Pijl, K., 1984, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, London, Verso.

Van der Pijl, K., 1998, *Transnational Classes and International Relations*, London, Routledge.

Wood, E. M., 2009, *L'origine du Capitalisme : Une Étude Approfondie*, Montréal, Lux.

Caroline Mallette - La critique et le renouvellement de l'Orientalisme par les théories féministes de l'intersectionnalité : l'apport des écrits de Reina Lewis et de Meyda Yegenoglu

Sarah Paquet, Richard Perron, Hugo Séguin-Bourgeois et Chloé Tanguay -
La mixité sociale en habitation : le cas du projet Lavo

Christian Pépin - Après la crise, la longue stagnation ?

Jonathan Viger - Un développement limité et inégal : la diffusion du capitalisme en Europe occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles